

ASSURANCE MOTO

Dispositions Générales

Référence GB/AM/0201 ZC

Votre contrat d'assurance MOTO se compose :

- des Dispositions Particulières ci-jointes,**
- des présentes Dispositions Générales.**

Il est régi par le Code des Assurances français.

L'assureur des garanties d'assurance est L'Équité, sous la marque Generali Bike.

Generali Bike – 2-8 rue Luigi Cherubini 93200 Saint-Denis – SIRET 572 084 697 00075 – est une marque du groupe Generali succédant à Generali Belgium (France) et établissement secondaire de L'Équité, Société Anonyme au capital de 26 469 320 euros - Siège social : 2 rue Pillet-Will 75009 Paris - Entreprise régie par le code des assurances - B572 084 697 RCS PARIS - Appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026.

L'assureur de la garantie Protection Juridique est L'Équité.

L'Équité - Société anonyme au capital de 26 469 320 euros Entreprise régie par le Code des assurances B 572 084 697 RCS Paris - Siège social 2 rue Pillet-Will 75009 Paris - Appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026.

DISPOSITIONS GENERALES

SOMMAIRE

| | ARTICLE | PAGE |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------|------|
| TITRE I : OBJET ET ETENDUE DE L'ASSURANCE | | |
| Enumération des garanties pouvant être accordées | 1 | 2 |
| Etendue territoriale | 2 | 2 |
| Définitions contractuelles | 3 | 2 |
| TITRE II : EXPOSE DES GARANTIES | | |
| Garantie de la responsabilité civile (Risque A) | 4 | 4 |
| Garantie des dommages subis par le véhicule assuré | 5 | 5 |
| 1- Dommages Tous Accidents (avec ou sans collision) (Risque B) | | 5 |
| 2- Dommages - Collision (Risque C) | | 6 |
| 3- Vol (Risque E) | | 6 |
| 4- Incendie - Explosion - Tempête (Risque F) | | 7 |
| 5- Garanties annexes (catastrophes naturelles et technologiques, attentats) | | 7 |
| 6- Garanties complémentaires | | 8 |
| Défense Pénale et Recours suite à un accident (Risque G) | 6 | 8 |
| Protection Juridique (Risque H) | 7 | 13 |
| Garantie du Casque, des Gants et du Gilet Airbag (Risque I) | 8 | 19 |
| TITRE III : EXCLUSIONS | | |
| Exclusions s'appliquant à la garantie de la responsabilité civile | 9 | 19 |
| Exclusions s'appliquant aux garanties autres que celle de la responsabilité civile | 10 | 20 |
| Sanctions internationales | 11 | 22 |
| TITRE IV : FORMATION ET DUREE DU CONTRAT | | |
| Date d'effet | 12 | 23 |
| Durée du contrat - Tacite reconduction | 13 | 23 |
| Résiliation du contrat | 14 | 23 |
| Démarchage en Assurances | 15 | 24 |
| Transfert de propriété du véhicule assuré | 16 | 25 |
| Suspension des effets du contrat | 17 | 25 |
| Restitution des documents d'assurance | 18 | 25 |
| Clause de réduction-majoration (Art. A121-1 du Code des Assurances) | 19 | 25 |
| TITRE V : OBLIGATIONS DU SOUSCRIPTEUR | | |
| Déclarations concernant le risque et ses modifications | 20 | 27 |
| Paiements des primes | 21 | 28 |
| Obligations en cas de sinistre | 22 | 29 |
| Sauvegarde des droits de la Compagnie - Subrogation | 23 | 30 |
| TITRE VI : OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE | | |
| Montant de la garantie | 24 | 31 |
| Procédure et expertise contradictoire | 25 | 32 |
| Délais de règlement | 26 | 33 |
| TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES | | |
| Loi applicable - Tribunaux compétents - Langue utilisée | 27 | 34 |
| Prescription | 28 | 34 |
| Information sur la protection des données personnelles | 29 | 34 |
| Examen des réclamations et procédure de médiation | 30 | 38 |
| Autorité de Contrôle | 31 | 38 |
| Agira | 32 | 38 |
| Intégralité du contrat | 33 | 38 |
| Opposition au démarchage téléphonique | 34 | 38 |
| TITRE VIII : INDIVIDUELLE PILOTE (INDIVIDUELLE ACCIDENT) (RISQUE J) | | |
| 1- Définition | | 39 |
| 2- Objet de l'assurance | | 39 |
| 3- Garanties | | 39 |
| 4- Exclusions | | 40 |
| 5- Formalités à remplir en cas de sinistre | | 40 |
| 6- Règlement des indemnités | | 40 |
| TITRE IX : OPTION PLUS (ACCESS PACK / PACK PREMIUM) (RISQUE K) | | |
| Objet et étendue de la garantie | | 41 |
| Exclusions | | 41 |

TITRE I - OBJET ET ETENDUE DE L'ASSURANCE

ARTICLE 1 - ENUMERATION DES GARANTIES POUVANT ETRE ACCORDEES

| | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|----------|
| • Responsabilité Civile | | RISQUE A |
| • Dommages subis par le véhicule assuré y compris Attentats et Catastrophes Naturelles | Dommages Accidents (avec ou sans collision) | RISQUE B |
| | Dommages - Collision | RISQUE C |
| | Vol | RISQUE E |
| | Incendie - Explosion Tempête | RISQUE F |
| • Défense Pénale et Recours suite à un accident | | RISQUE G |
| • Protection Juridique | | RISQUE H |
| • Garantie du Casque des Gants et du Gilet Airbag | | RISQUE I |
| • Individuelle Pilote (Individuelle Accident) | | RISQUE J |
| • Option Plus (Access Pack / Pack Premium) | | RISQUE K |

Parmi ces garanties, seules sont accordées par le présent contrat, celles qui sont mentionnées comme telles aux Dispositions Particulières.

ARTICLE 2 - ETENDUE TERRITORIALE

Les garanties du présent contrat s'appliquent aux sinistres survenant en FRANCE (y compris DROM-COM) et dans les autres pays qui figurent sur la carte internationale d'assurance automobile (carte verte) **pour sa durée de validité**. Notre garantie s'exerce également dans les territoires et principautés ci-après : Andorre, Gibraltar, Iles Anglo-normandes, Iles Féroé, Ile de Man, Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin, Saint-Siège (Vatican).

Sont exclus de la garantie, les pays dont les «lettres indicatives» sont rayées sur votre carte verte.

La garantie légale «attentats, actes de terrorisme» s'applique uniquement aux dommages subis en France ainsi que dans les Départements ou Régions français et Collectivités d'Outre-Mer (DROM-COM).

La garantie légale «actes de sabotage, des émeutes et des mouvements populaires» s'exerce uniquement si le dommage survient en France ainsi que dans les Départements ou Régions français et Collectivités d'Outre-Mer (DROM-COM).

ARTICLE 3 - DEFINITIONS CONTRACTUELLES

Pour l'application du présent contrat, il faut entendre par :



ACCESSOIRE : tout élément d'enjolivement d'agrément ou de sécurité, fixé ou non à demeure sur celui-ci. Il peut s'ajouter au véhicule assuré ou bien remplacer un de ses éléments. Il est :

- soit monté en série, sans surcoût, par le constructeur en même temps que le véhicule assuré,
- soit monté hors-série : il peut alors, ou bien faire partie du catalogue du constructeur et être livré en option, ou bien être disponible hors catalogue.

ACCIDENT : tout événement non intentionnel, imprévu et extérieur à la victime ou au

véhicule assuré, constituant la cause de dommages corporels, matériels ou immatériels.

ASSURE : le Souscripteur du contrat, le propriétaire et les passagers du véhicule assuré, et toute personne ayant la garde ou la conduite, même non autorisée, du véhicule assuré. **Toutefois, n'ont pas la qualité « d'assuré », lorsque le véhicule assuré leur est confié en raison de leurs fonctions, les professionnels de la réparation, de la vente ou du contrôle de la moto, leurs préposés, ainsi que les personnes ayant la garde ou la conduite du véhicule ainsi confié et leurs passagers.** Pour la Garantie Protection Juridique, par exception, est considéré comme ASSURE : le propriétaire du véhicule assuré ou toute personne ayant la garde ou la conduite autorisée de ce même véhicule.

C

CONDUCTEUR HABITUEL : la personne déclarée comme conduisant le plus souvent le véhicule assuré.

CONDUCTEUR OCCASIONNEL : toute personne autre que le conducteur habituel conduisant occasionnellement le véhicule assuré.

CONDUCTEUR EXCLUSIF : la ou les personnes déclarées comme étant les seules et uniques à conduire le véhicule assuré.

D

DECHANCE : perte du droit à garantie résultant de l'inexécution par l'Assuré de ses obligations après la survenance d'un sinistre.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES : partie du contrat regroupant l'ensemble des garanties et des règles de base de l'assurance édictées notamment par le Code des Assurances.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES : partie du contrat décrivant les éléments qui vous sont personnels.

E

ELEMENT DE VEHICULE : tout élément **ne présentant pas les caractéristiques d'un accessoire**, tels que, par exemple : les pneumatiques, les roues du véhicule assuré, son moteur, sa batterie, son guidon, sa selle ou son réservoir.

F

FAIT GENERATEUR : tout événement ou fait à l'origine d'une réclamation dont l'Assuré est l'auteur ou le destinataire.

L

LITIGE : situation conflictuelle opposant l'Assuré à un tiers au contrat. Est également considéré comme litige tout conflit opposant la Compagnie et l'Assuré qui ne concerne pas le contrat.

P

PERTE TOTALE : elle est matérialisée lorsque le montant de la réparation est supérieur à la valeur du véhicule, appréciée à dire d'expert ou en cas de vol du véhicule non suivi de sa découverte.

PREJUDICE : tout dommage corporel, matériel ou immatériel dont l'Assuré est victime et résultant soit d'un cas fortuit ou d'un accident, soit d'un rapport contractuel, générant un préjudice avéré.

PRIME (COTISATION) : somme payée en contrepartie des garanties accordées par l'Assureur.

S

SINISTRE : réalisation d'un événement aléatoire susceptible de mettre en jeu la garantie de l'Assureur. Concernant les garanties de responsabilité civile (article L 124-1-1 du Code des Assurances) :

- constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant votre responsabilité, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations;
- le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice des dommages subis par la victime, faisant l'objet d'une réclamation;
- un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Concernant les garanties de défense pénale et recours suite à accident : Refus exprès ou tacite qui est opposé à une réclamation dont l'Assuré est l'auteur ou le destinataire. Est assimilé à un refus l'absence de réponse pendant plus de vingt (20) jours calendaires à une mise en demeure adressée par l'Assuré, par lettre recommandée ou par acte d'huissier.

SOUSCRIPTEUR (PRENEUR D'ASSURANCE) :

la personne désignée sous ce nom aux Dispositions Particulières ou toute personne qui lui serait substituée par accord des parties ou du fait du décès du souscripteur précédent.

U

USAGE : utilisation limitative qui est faite du véhicule assuré selon la déclaration du souscripteur.

T

TIERS :

toute personne qui n'est pas partie au contrat.

V

VALEUR A NEUF : prix d'achat, d'un véhicule acquis neuf, pendant les 6 premiers mois (ou 18 mois au titre de la garantie OPTION PLUS / ACCESS PACK / PACK PREMIUM) suivant la date d'achat (**sont exclus les véhicules en location longue durée, location avec option d'achat et crédit-bail**).

VALEUR DE REMPLACEMENT A DIRE D'EXPERT : prix d'un véhicule similaire sur le marché de l'occasion, déterminé par expertise, au jour du sinistre, en tenant compte de toutes les caractéristiques du véhicule, de son état d'entretien et d'usure.

VEHICULE ASSURE : le véhicule désigné aux Dispositions Particulières, y compris le système de protection antivol mécanique ou électronique dont il est éventuellement équipé sous réserve qu'il s'agisse d'un système agréé par la Compagnie et, ses éléments d'équipement obligatoires ainsi que ses accessoires livrés en série par le constructeur ou l'importateur, ainsi que les petites remorques dont le poids total autorisé en charge n'excède pas 750 KG, **celles-ci étant uniquement garanties pour les risques A, G et H.**

La batterie de location d'un véhicule électrique ainsi que ses câbles de chargement constructeur font également partie intégrante du véhicule assuré.

Le véhicule assuré doit être strictement en conformité avec la carte grise, de série courante avec le moteur standard du constructeur et ne pas avoir subi de transformations ou modifications notamment en ce qui concerne sa puissance.

A défaut, l'assureur est en droit d'appliquer les sanctions prévues par les articles L 113-8 et L 113-9 du code des assurances.

En cas d'indisponibilité fortuite du véhicule assuré, les garanties accordées par le présent contrat peuvent être transférées sur un véhicule de remplacement, loué ou emprunté par le souscripteur.

Cette garantie est étendue au véhicule de remplacement mis à disposition par un professionnel de la réparation, pendant l'immobilisation dans son atelier du véhicule stipulé aux Dispositions Particulières.

Le transfert des garanties prend effet dès réception par l'Assureur d'un courrier ou e-mail précisant la période d'indisponibilité du véhicule assuré, étant entendu que cette période ne peut excéder 30 jours.

Une surprime pourra éventuellement être demandée en fonction des caractéristiques du véhicule de remplacement. A cet effet, le courrier ou l'e-mail doit mentionner les références exactes de ce véhicule.

VETUSTE : dépréciation de valeur causée par le temps et l'usage, déterminée contractuellement ou par expertise

VOL : Soustraction frauduleuse de tout ou partie du véhicule assuré, déclarée aux Autorités de Police ou de Gendarmerie et attestée par le récépissé de dépôt de plainte délivrée par celle-ci.

TITRE II - EXPOSE DES GARANTIES

ARTICLE 4 - GARANTIE DE LA RESPONSABILITE CIVILE (RISQUE A)

Cette garantie peut être assortie de franchise(s) dont le montant est indiqué aux Dispositions Particulières.

La Compagnie garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que celui-ci peut encourir en raison de dommages corporels ou matériels subis par des tiers et dans la réalisation desquels le véhicule assuré est impliqué, résultant :

- a) des accidents, incendies ou explosions causés par ce véhicule, les accessoires et produits servant à son utilisation ou par les objets ou substances qu'il transporte ;
- b) de la chute de ces accessoires, produits, objets et substances.

La garantie ainsi définie répond aux prescriptions du Titre 1er du livre II du Code des Assurances portant obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas les sinistres survenant lorsque le véhicule assuré est utilisé pour effectuer des travaux de quelque nature que ce soit, qu'il soit à poste fixe ou non.

En cas de **VOL** du véhicule assuré, la garantie Responsabilité Civile, pour les accidents dans lesquels le véhicule volé est impliqué, cessera de produire ses effets :
■ soit, **à l'expiration d'un délai de 30 jours** à compter de la déclaration de vol aux autorités de police ou de gendarmerie, à la condition, qu'après le vol, le contrat ait été résilié à l'initiative de l'Assuré ou de la Compagnie ;

■ soit, **à compter du jour du transfert de la garantie du contrat** sur un véhicule de remplacement lorsque ce transfert interviendra avant l'expiration du délai de 30 jours susvisé.

Toutefois, la garantie restera acquise à l'Assuré, au plus jusqu'à l'échéance annuelle du contrat, lorsque la responsabilité du propriétaire du véhicule assuré sera recherchée en raison d'un dommage causé à un ouvrage public.

Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle aux effets d'une résiliation légale ou conventionnelle du contrat qui résulterait d'une notification ou d'un accord des parties antérieure au vol.

La Compagnie garantit les **frais de défense civile et pénale de l'Assuré** dans toute procédure administrative ou judiciaire, pour les intérêts propres de l'Assuré, lorsque la procédure concerne en même temps les intérêts de la Compagnie et ce, pour les risques de responsabilité civile visés au présent article.

Cette garantie comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocat ainsi que les frais de procès.

Les obligations découlant pour la Compagnie de la garantie de défense stipulée ci-dessus n'impliquent en aucune façon la prise de la direction du procès par la Compagnie pour des faits et dommages ne relevant pas des garanties de responsabilité civile accordées par le présent article.

ETENDUE DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS

La garantie est déclenchée par le fait dommageable : vous êtes couvert contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

ARTICLE 5 - GARANTIE DES DOMMAGES SUBIS PAR LE VEHICULE ASSURE

Les garanties ci-après peuvent être assorties de franchise(s) dont le montant est indiqué aux Dispositions Particulières.

1) DOMMAGES TOUS ACCIDENTS (AVEC OU SANS COLLISION) (RISQUE B)

En cas de collision avec un autre véhicule, de choc entre un corps fixe ou mobile et le véhicule assuré lui-même arrêté ou en mouvement ou de versement sans collision préalable du véhicule assuré, la Compagnie garantit le paiement de la réparation des dommages directs causés par cet événement au véhicule assuré ainsi qu'aux accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur.

Sont également compris dans la garantie :

■ les dommages subis par les pneumatiques ainsi que les batteries mais seulement lorsqu'ils sont la conséquence d'un accident ayant occasionné des dommages à d'autres parties du véhicule ;

■ les dommages causés par : hautes eaux et inondations par débordement de cours d'eau naturel ou canalisé ou par refoulement d'égout, éboulements de rochers, chutes de pierres, glissements de terrain, avalanches et grêle, **à l'exclusion de tout autre cataclysme** ;

■ les dommages éprouvés en cours de transport par terre, par eau ou air, entre les pays où la présente assurance est valable, y compris au cours des opérations de chargement et de déchargement. **Toutefois, en cas de transport par mer ou par air, la Compagnie ne couvre que la perte totale du véhicule assuré ;**

■ les dommages résultant de dégradations volontaires (actes de vandalisme) **sous réserve** d'un dépôt de plainte, y compris ceux subis par les pneumatiques ;

■ les dommages subis par les accessoires hors-série du véhicule assuré à condition qu'ils soient endommagés en même temps que celui-ci et dans les mêmes circonstances, sous réserve que la mention de cette extension de garantie figure aux Dispositions Particulières et ce, dans la limite du capital indiqué.

Sont exclus les dommages :

■ consécutifs à un vol non garanti ;

■ qui font l'objet de la garantie vol

■ consécutifs à la mise en fourrière du véhicule depuis son enlèvement jusqu'à sa restitution.

2) DOMMAGES-COLLISION (RISQUE C)

La Compagnie garantit :

■ les dommages directs subis par le véhicule assuré ainsi que par ses accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur lorsqu'ils résultent directement ou indirectement d'un accident **ayant pour cause exclusive une collision**, soit avec un véhicule ou un animal domestique appartenant à un tiers identifié, soit avec un piéton identifié, survenant hors des garages ou remises occupés par l'Assuré.

■ les dommages subis par les accessoires hors-série à condition qu'ils soient endommagés en même temps que le véhicule et dans les mêmes circonstances, sous réserve que la mention de cette extension de garantie figure aux Dispositions Particulières et ce, dans la limite du capital indiqué.

Sont exclus les dommages qui font l'objet de la garantie vol

3) VOL (RISQUE E)

La Compagnie garantit en cas de vol ou de **tentative de vol** du véhicule assuré :

■ les dommages directs résultant de sa disparition ou de sa détérioration,

■ les frais engagés par l'Assuré, légitimement ou avec l'accord de la Compagnie, pour sa récupération.

On entend par **tentative de vol**, le commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré interrompu pour une cause indépendante de son auteur, déclarée aux autorités de police ou de gendarmerie et attestée par le récépissé de dépôt de plainte délivré par ces dernières.

La tentative de vol ou le vol sont établis dès lors qu'est réuni un faisceau d'indices sérieux rendant vraisemblable la tentative de vol ou le vol du véhicule et caractérisant l'intention des voleurs.

Ces indices peuvent être constitués par des traces matérielles d'effraction relevées sur les éléments permettant la mise en route et la circulation du véhicule assuré (notamment forçage de la direction, détérioration des contacts électriques ou des systèmes antivols en phase de fonctionnement).

La Compagnie garantit, en outre, les **éléments** du véhicule assuré ainsi que ses **accessoires livrés en série par le constructeur**, s'ils sont volés dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

■ soit en même temps que le véhicule assuré,

■ soit indépendamment du véhicule assuré, dans des locaux privés fermés à clés, tels que garages, box ou remises, s'il y a eu effraction, escalade, usage de fausses clés ou de fausses cartes magnétiques, tentative de meurtre ou violences corporelles pour pénétrer dans lesdits locaux.

Les éléments du véhicule assuré sont également garantis lorsqu'ils sont volés sur la voie publique, qu'il y ait eu ou non effraction du véhicule assuré.

4) INCENDIE - EXPLOSION - TEMPETE (RISQUE F)

La Compagnie garantit :

■ les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que par ses accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur, lorsque ces dommages résultent de l'un des événements suivants : incendie, combustion spontanée, chute de la foudre, explosion, tempête, ouragan, cyclone, **à l'exclusion de toute explosion occasionnée par tout explosif transporté dans le véhicule assuré.**

Par « tempête, ouragan, cyclone » il faut entendre un phénomène dont l'intensité est tel qu'il détruit ou endommage un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans un rayon de 5 km. Ce phénomène doit être certifié par la station de Météorologie Nationale la plus proche du lieu du sinistre attestant que la vitesse du vent atteignait ou dépassait 100 km/h. **Il appartient à l'Assuré d'obtenir ce certificat.**

■ le coût des recharges des extincteurs utilisés pour lutter contre l'incendie ou le début d'incendie du véhicule.

5) GARANTIES ANNEXES

5.1) Garantie des catastrophes naturelles (conformément à la législation et la réglementation en vigueur)

a) La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens garantis par le présent contrat au titre des risques B, C, ou F ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

b) Mise en jeu de la garantie :

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

c) Etendue de la garantie :

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au présent contrat et dans les limites et conditions prévues par le présent contrat lors de la première manifestation du risque.

d) Franchise :

Nonobstant toute disposition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

e) Obligation de l'Assuré :

L'Assuré doit déclarer à la Compagnie ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie, dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'Assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'Assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'Assureur de son choix.

f) Obligation de la Compagnie :

La Compagnie doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de **trois mois** à compter de la date de remise par l'Assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle, lorsque celle-ci est postérieure. A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par la Compagnie porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

5.2) Garantie des Catastrophes Technologiques (Loi du 30 juillet 2003)

Nous garantissons la réparation pécuniaire des dommages matériels subis par l'ensemble de vos biens garantis, à concurrence de la valeur fixée au contrat résultant d'un accident relevant d'un état de catastrophe technologique.

La garantie est conditionnée à la publication du texte réglementaire constatant l'état de catastrophe technologique

5.3) Garantie des attentats, actes de terrorisme et de sabotage, émeutes et mouvements populaires

La garantie des risques Dommages tous Accidents et Incendie-Explosion-Tempête ci-dessus est étendue aux dommages matériels directs, y compris les frais de décontamination, ainsi qu'aux dommages immatériels consécutifs causés au véhicule assuré par un attentat ou un acte de terrorisme au sens des articles 421-1 et 421-2 du code pénal, et ce dans les limites de franchise et plafond fixées au titre de ces garanties. La décontamination des déblais ainsi que leur confinement n'entrent pas dans le champ d'application de la garantie légale.

La garantie de ces risques est également étendue aux dommages matériels directs causés au véhicule assuré par des actes de sabotage, des émeutes et des mouvements populaires dans les limites de franchise et plafond fixées au titre de ces garanties.

6) GARANTIES COMPLEMENTAIRES

6.1) Véhicule ancien conservé en vue de la vente

À compter de la date d'effet du changement de véhicule, le véhicule assuré est celui mentionné aux Dispositions Particulières.

Si le véhicule précédemment assuré est conservé pour des essais en vue de la vente, ses garanties restent acquises pendant 30 jours à compter de la date d'effet de l'avenant de changement de véhicule, le Souscripteur déclarant ne mettre en circulation, pendant cette période, qu'un seul véhicule à la fois.

La présente extension de garantie ne peut en aucun cas bénéficier à un garagiste ou à un professionnel de la moto chargé de la vente du véhicule précédemment assuré.

ARTICLE 6 - DÉFENSE PÉNALE ET RECOURS SUITE A UN ACCIDENT (RISQUE G)

1) OBJET DE LA GARANTIE

Au titre du véhicule assuré désigné aux dispositions particulières, la Compagnie garantit :

- la défense pénale de l'Assuré devant toute juridiction répressive, s'il est mis en cause au titre d'une responsabilité assurée par le contrat, lorsqu'il n'est pas représenté par l'avocat que l'assureur Responsabilité Civile a missionné pour la défense des intérêts civils de l'Assuré,
- l'exercice du recours amiable ou judiciaire de l'Assuré contre tout tiers responsable d'un dommage corporel subi par lui, ou d'un dommage matériel, qui aurait été garanti par le contrat s'il avait engagé sa Responsabilité Civile telle que définie dans les dispositions relatives à l'article « Garantie de la Responsabilité Civile » du contrat.

Exclusions

La garantie ne s'applique pas :

- aux litiges dont l'Assuré avait connaissance lors de la souscription du contrat,
- aux sinistres dont le fait générateur est antérieur à la souscription du contrat,
- aux litiges pouvant survenir entre l'Assuré et l'assureur en Responsabilité Civile notamment quant à l'évaluation des dommages garantis au titre du contrat,
- aux litiges dirigés contre l'Assuré en raison de dommages mettant en jeu sa responsabilité civile lorsqu'elle est garantie par un contrat d'assurance, ou lorsqu'elle aurait dû l'être en exécution d'une obligation légale d'assurance,
- aux dommages causés par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants,
- aux dommages résultant d'une relation contractuelle impliquant l'Assuré ;
- à la personne qui n'a pas la garde autorisée ou la conduite autorisée du véhicule assuré,
- aux procédures et réclamations découlant d'un crime ou d'un délit, caractérisé par un fait volontaire ou intentionnel, dès lors que ce crime ou ce

délict vous est imputable personnellement,

- aux litiges relatifs à la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique, ou en état d'ivresse manifeste, ou sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants, ou au refus de se soumettre aux vérifications destinées à dépister ou à établir la preuve de cet état,
- aux litiges résultant de la conduite sans disposer du certificat en cours de validité exigé par la réglementation en vigueur pour la catégorie de véhicule concernée,
- aux litiges résultant du refus de l'Assuré de restituer le permis de conduire suite à une décision de retrait,
- aux litiges consécutifs à un délit de fuite ou à un refus d'obtempérer à l'instruction d'une autorité compétente,
- aux litiges survenus au cours d'épreuves sportives, courses, compétitions ou leurs essais, soumis ou non à l'information et/ou à l'autorisation des Pouvoirs Publics,
- aux contestations découlant de contraventions sanctionnées par une amende fixe ou forfaitaire,
- aux litiges liés à la possession ou à l'utilisation de tout véhicule autre que celui mentionné aux dispositions particulières,
- aux litiges hors de la compétence territoriale prévue à l'article « Conditions de la garantie » ci-dessous.

Conditions de la garantie

1. Mise en oeuvre de la garantie

Les garanties s'appliquent aux conditions cumulatives suivantes qui s'ajoutent aux éventuels conditions et délais de carence spécifiques à certaines garanties :

- l'origine du litige doit être postérieure à la date d'effet du contrat,
- la date du sinistre se situe entre la date d'effet du contrat et la date de son expiration,
- la déclaration du sinistre doit être effectuée entre la date d'effet du contrat et la date de son expiration.

2. Compétence territoriale

Sont garantis en recours ou en défense les sinistres relevant de la compétence d'une juridiction située sur le territoire :

- de la France,
- des autres pays qui figurent sur la carte internationale d'assurance automobile (carte verte) pour sa durée de validité.

Sont exclus de la garantie, les pays dont les « lettres indicatives » sont rayés sur votre carte verte.

3. Seuils d'intervention

Lorsque l'Assuré est en défense, la garantie s'applique quel que soit le montant de la demande adverse.

Lorsque l'Assuré est en demande, la Compagnie participe aux dépenses nécessaires à l'exercice de vos droits si le préjudice de l'Assuré en principal est supérieur à 400 euros TTC.

2) GARANTIE FINANCIERE

1. Dépenses garanties

En cas de sinistre garanti et lorsque le seuil d'intervention mentionné à l'article « Seuils d'intervention » est atteint, la Compagnie prend en charge, à concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières :

- les frais de constitution du dossier de procédure engagés avec l'accord de la Compagnie préalable et formel, tels que les frais de constat d'huissier nécessaire à la conservation d'un élément de preuve,
- les frais taxables d'huissier de justice,
- les frais taxables d'expert judiciaire directement mis à la charge de l'Assuré au titre d'une condamnation à régler une consignation ou d'une décision de taxation,
- les honoraires et les frais non taxables d'avocat dans la limite des montants fixés au tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat »

2. Dépenses non garanties

La garantie ne couvre pas :

- tout honoraire et/ou émolument de tout auxiliaire de justice dont le montant serait fixé en fonction du résultat obtenu,

- les frais de consultation juridique ou d'actes de procédure réalisés avant la déclaration du sinistre sauf si l'Assuré peut justifier de l'urgence à les avoir exposés antérieurement,
- les frais de serrurier, de déménagement ou de gardiennage générés par des opérations d'exécution de décisions rendues en faveur de la Compagnie,
- les honoraires et émoluments d'huissier,
- les frais et honoraires d'enquêteur,
- les frais, honoraires et émoluments de commissaire-priseur, de notaire, tous frais fiscaux et de publicité légale (tels que, sans que cette liste soit limitative : les droits d'enregistrement et les taxes de publicité foncière, les frais d'hypothèque...),
- les consignations pénales, les amendes pénales, fiscales, civiles ou toutes contributions assimilées.
- La garantie ne couvre pas les sommes de toute nature que l'Assuré a en définitive à payer ou à rembourser à la partie adverse, telles que :
 - le principal, les frais et intérêts, les dommages et intérêts, les astreintes,
 - les condamnations mises à la charge de l'Assuré au titre des dépens,
 - les condamnations mises à la charge de l'Assuré à titre d'indemnité de procédure tels que les frais irrépétibles ou les frais de même nature prononcée par la juridiction saisie notamment en application de l'article 700 du Code de procédure civile, des articles 475-1 ou 800-1 ou 800-2 du Code de procédure pénale, de l'article L761-1 du Code de la justice administrative, ou de tout autre texte qui viendrait les compléter.

3. Montants de prise en charge – honoraires d'avocats

| Les plafonds d'assurances comprennent les frais divers (déplacement, secrétariat, photocopies) et constituent le maximum de notre engagement. | Montant en euros Hors TVA |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| Assistance | |
| Réunion d'expertise ou mesure d'instruction, Médiation Civile ou Pénale, Commission | 400 € par intervention |
| Intervention amiable | 150 € par intervention |
| Toutes autres interventions | 200 € par affaire |
| Procédure devant toutes juridictions | |
| Référé ou requête ou autre ordonnance | 550 € par décision |
| Première Instance | |
| Tribunal de Police, Juge ou Tribunal pour Enfants | 650 € par décision |
| Procureur de la République | 200 € par intervention |
| Tribunal Correctionnel | 650 € par affaire |
| Juridiction de l'Exécution | 460 € par affaire |
| Tribunal Judiciaire statuant au fond avec représentation obligatoire par avocat | 650 € par décision |
| Tribunal Judiciaire statuant au fond avec représentation non obligatoire par avocat, Tribunal ou chambre de Proximité, Tribunal d'Instance | 500 € par décision |
| Cour d'Appel | 800 € par affaire |
| Cour de Cassation - Conseil d'État | 1500 € par affaire |
| Toute autre juridiction | 650 € par affaire |

En cas de sinistre

1. Déclaration du sinistre

Pour permettre à la Compagnie d'intervenir efficacement, l'Assuré doit faire sa déclaration par écrit dans les plus brefs délais en joignant à son envoi les copies des pièces de son dossier et notamment des éléments de preuve nécessaires et suffisants pour justifier de la réalité de son préjudice auprès de l'intermédiaire mentionné aux dispositions particulières.

2. Cumul de garanties

Si les risques garantis par le contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, l'Assuré doit en informer la Compagnie immédiatement par lettre recommandée et lui indiquer l'identité des autres assureurs du risque. Lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat concerné et du principe indemnitaire, quelle que soit la date à laquelle elle a été souscrite. Dans ces limites, l'Assuré peut s'adresser à l'assureur de son choix.

Lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues par l'article L121-3 Code des assurances (nullité du contrat et dommages et intérêts) sont applicables.

3. Choix de l'avocat

L'Assuré dispose, en cas de sinistre (comme dans l'éventualité d'un conflit d'intérêt survenant entre lui et la Compagnie à l'occasion dudit sinistre), de la possibilité de choisir librement l'avocat dont l'intervention s'avère nécessaire pour transiger, l'assister ou le représenter en justice.

Tout changement d'avocat en cours de litige doit immédiatement être notifié à la Compagnie.

L'Assuré fixe de gré à gré avec l'avocat le montant de ses frais et honoraires.

Cette faculté de libre choix s'exerce au profit de l'Assuré, selon l'alternative suivante, soit :

- L'Assuré fait appel à son avocat ;
- L'Assuré demande à la Compagnie par écrit de choisir un avocat dès lors que le Sinistre relève d'une juridiction française ou située sur le territoire de l'Union Européenne.

4. Direction du procès

En cas d'action judiciaire, la direction, la gestion et le suivi du procès appartiennent à l'Assuré assisté de son avocat. L'Assuré doit obtenir l'accord préalable et exprès de la Compagnie s'il souhaite régulariser une transaction avec la partie adverse.

5. Mise en oeuvre de la garantie

À réception, le dossier de l'Assuré est traité comme suit :

La Compagnie fait part de sa position sur l'application de la garantie. Il peut lui demander de lui fournir, sans restriction ni réserve, toutes les pièces se rapportant au litige ainsi que tout renseignement complémentaire en sa possession.

La Compagnie donne son avis à l'Assuré sur l'opportunité de transiger ou d'engager une instance judiciaire, en demande comme en défense. Les cas de désaccord à ce sujet sont réglés selon les modalités prévues à l'article « Arbitrage ».

6. Le règlement des indemnités

Si l'Assuré a choisi son avocat, il peut demander à la Compagnie le remboursement des frais et honoraires garantis, dans la limite des montants maximum fixés au tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat » et des sommes mentionnées à l'article « Dépenses garanties ».

Toute autre somme demeurera à la charge de l'Assuré.

Si l'Assuré a réglé une provision à son avocat, la Compagnie peut lui rembourser à titre d'avance sur le montant de son indemnité.

Néanmoins, cette avance ne pourra excéder la moitié du montant de l'indemnisation fixée au tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat ».

Le solde de l'indemnité de la Compagnie est réglé à l'issue de la procédure.

Le remboursement de la Compagnie interviendra dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception des copies des factures des honoraires acquittées, et de la décision rendue ou de l'éventuel protocole d'accord signé entre les parties.

Sur demande expresse de l'Assuré, la Compagnie peut régler les sommes garanties directement à son avocat.

- Si l'Assuré demande à la Compagnie de lui indiquer un avocat, la Compagnie règlera directement ses frais et honoraires garantis dans la limite maximale des montants fixés au tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat » et des sommes mentionnées à l'article « Dépenses garanties ».

Toute autre somme demeurera à la charge de l'Assuré.

- L'Assuré doit adresser à la Compagnie les copies des décisions rendues et des éventuels protocoles d'accord signés entre les parties.

En application des dispositions de l'article L127-7 du Code des assurances, la Compagnie est tenue à une obligation de secret professionnel concernant toute information que l'Assuré communiquera à la Compagnie dans le cadre d'un sinistre.

7. Exécution des décisions de justice et subrogation

Dans le cadre de la garantie, la Compagnie prend en charge les frais d'huissier, autres que ceux visés à l'article « Dépenses non garanties », afin d'exécution de la décision de justice rendue en faveur de l'Assuré.

Lorsque la partie adverse est condamnée aux dépens de l'instance, la Compagnie est subrogé dans les droits et actions de l'Assuré, à concurrence des sommes qu'il a prises en charge en application du contrat.

Lorsqu'il est alloué à l'Assuré une indemnité de procédure par application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile, de l'article 475-1 ou 800-1 et 800-2 du Code de procédure pénale ou de l'article L761-1 du Code de la Justice administrative ou par tout texte prévoyant des indemnités de nature équivalente, cette somme bénéficie à l'Assuré par priorité pour les dépenses restées à sa charge, puis revient à la Compagnie dans la limite des sommes qu'il a indemnisées.

8. Déchéance de garanties

L'Assuré peut être déchu de ses droits à garantie :

- **s'il refuse de fournir à la Compagnie des informations se rapportant au litige,**
- **s'il fait de mauvaise foi des déclarations inexactes sur les faits ou les événements constitutifs du sinistre, ou plus généralement, sur tout élément pouvant servir à la solution du litige,**
- **s'il emploie ou produit intentionnellement des documents inexacts ou frauduleux,**
- **s'il régularise une transaction avec la partie adverse sans obtenir préalablement l'accord exprès de la Compagnie.**

9. Arbitrage

Conformément aux dispositions de l'article L127-4 du Code des assurances, en cas de désaccord entre la Compagnie et l'Assuré au sujet des mesures à prendre pour régler le litige objet du sinistre garanti, celui-ci peut être soumis à l'arbitrage d'une tierce personne désigné d'un commun accord entre les parties, ou à défaut, par le Président du Tribunal Judiciaire compétent territorialement, statuant selon la procédure accélérée au fond. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de la Compagnie, sauf lorsque le Président du Tribunal Judiciaire en décide autrement au regard du caractère abusif de la demande de l'Assuré.

Si, contrairement à l'avis de la Compagnie et/ou de la tierce personne, l'Assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle que la Compagnie ou que la tierce personne avait proposée, la Compagnie s'engage, dans le cadre de sa garantie, à prendre en charge les frais de justice et d'avocat que l'Assuré aurait ainsi exposés, conformément à l'article « Garantie financière ».

Néanmoins, afin de simplifier la gestion de ce désaccord, si l'Assuré a sollicité une personne réglementairement habilitée à délivrer des conseils juridiques sur les mesures à prendre pour régler le litige objet du sinistre garanti, la Compagnie s'engage à s'en remettre à l'opinion de cette personne.

En ce cas, la Compagnie prendra en charge les éventuels honoraires de consultation de cet intervenant dans la limite contractuelle du tableau « Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat » pour le poste « Assistance - Médiation Civile ».

10. Conflit d'intérêts

Si, lors de la déclaration du sinistre, ou pendant le cours du sinistre, il apparaît entre l'Assuré et la Compagnie un conflit d'intérêt, notamment lorsque le litige oppose l'Assuré à la Compagnie ou à un autre de ses assurés, l'Assuré pourra se faire assister par un avocat choisi conformément aux dispositions de l'article « Choix de l'avocat ». L'Assuré peut également recourir à la procédure d'arbitrage définie à l'article « Arbitrage ».

ARTICLE 7 – PROTECTION JURIDIQUE (RISQUE H)

Cette garantie est assurée par L'Équité et mise en œuvre par
L'Équité - Protection Juridique

1) PRESTATIONS

a) Service Conseils :

En prévention de tout litige garanti : informations et avis de principe sur toute question d'ordre juridique, administratif sur l'univers de la moto (automobile).

Le Service Conseils est ouvert de 8 h 00 à 19 h 30 (horaires de France métropolitaine), du lundi au samedi, à l'exception des jours fériés au numéro indiqué au paragraphe 9) ci-après. Cette prestation téléphonique ne peut faire l'objet d'échanges écrits.

b) Assistance Juridique :

- Connaissance prise du dossier : Avis sur la portée et les conséquences de l'affaire;
- Proposition de notre assistance au plan amiable : médiation, transaction, avec la partie adverse;
- Prise en charge de vos frais de procédures, à l'amiable ou devant les juridictions compétentes, la gestion, la direction du procès et son suivi étant alors conjointement assumés par l'assuré et son conseil.

2) DOMAINES D'INTERVENTION

- Protection véhicule :

- en cas de conflit lié à l'achat, l'entretien, l'utilisation ou la vente du véhicule assuré,
- avec l'organisme de financement de ce véhicule.
- à l'utilisation, l'entretien, la réparation ou le contrôle technique du véhicule assuré, opposant l'assuré à un professionnel de la moto (automobile) à la suite de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse d'une prestation sur le véhicule assuré.

Par dérogation aux dispositions de l'article «Conditions de la garanties», en cas de résiliation du présent contrat pour toute cause autre que le non-paiement de la cotisation, les effets des garanties sont prorogés de six mois pour les litiges relatifs à la vente du véhicule assuré, dont le fait générateur est survenu après la résiliation du contrat.

- **Protection Permis de conduire** : remboursement de 50% des frais du stage volontaire de récupération de points, dès lors que le permis de conduire a un nombre de points supérieur ou égal à la moitié du capital maximum prévu par la réglementation en vigueur au moment de l'infraction et que l'infraction à l'origine de la perte des points vous fait passer en dessous de cette moitié de capital.

La garantie s'applique sous réserve :

- que l'infraction à l'origine de la perte des points qui le fait passer en dessous de la moitié du capital maximum soit survenue pendant la période de validité du présent contrat,
- que le stage soit effectué auprès d'un organisme accrédité par les Pouvoirs Publics et soit facturé pendant la période de validité de la garantie du présent contrat.

Exclusion spécifique à la garantie « Protection Permis de conduire »

La garantie ne s'applique pas lorsque la perte des points a pour origine un délit prévu par les articles L.234-1, L.234-8, L.235-1 et L.235-3 du Code de la route, ou tout autre délit donnant lieu de plein droit à la réduction d'au moins la moitié du nombre maximal de points du permis de conduire.

- **Protection en cas d'infractions aux règles de la circulation** : défense juridique, en cas de convocation devant une commission administrative ou lorsque l'assuré est poursuivi devant une juridiction répressive pour infraction aux règles de la circulation routière, dès lors que l'infraction a été commise pendant la période de validité du contrat.

- **Protection conducteur** : exercice du recours, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction en cas de préjudices corporels subis par le conducteur à la suite de violences exercées par un tiers et survenus lors de l'utilisation du véhicule assuré, que celui-ci soit en circulation ou en stationnement.

3) EXCLUSIONS

La garantie ne s'applique pas aux :

- litiges dont l'assuré avait connaissance lors de la souscription du contrat,
- litiges qui ne relèvent pas des domaines ci-dessus,
- faits dolosifs, intentionnels, frauduleux,
- état de surendettement, insolvabilité, aménagement de délais de paiement,
- litiges avec l'administration fiscale ou le service des douanes.
- litiges pouvant survenir entre l'assuré et son assureur en Responsabilité Civile notamment quant à l'évaluation des dommages garantis au titre du présent contrat,
- litiges dirigés contre l'assuré en raison de dommages mettant en jeu sa responsabilité civile lorsqu'elle est garantie par un contrat d'assurance ou lorsqu'elle aurait dû l'être en exécution d'une obligation légale d'assurance,
- procédures et réclamations découlant d'un crime ou d'un délit, caractérisé par un fait volontaire ou intentionnel, dès lors que ce crime ou ce délit vous est imputable personnellement,
- litiges survenus à l'occasion de faits de guerre civile ou étrangère, d'émeute, de mouvements populaires ou d'attentats,
- litiges consécutifs à la verbalisation pour conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique, ou en état d'ivresse manifeste, ou sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants, ou au refus de se soumettre aux vérifications destinées à dépister ou à établir la preuve de cet état,
- litiges résultant de la conduite sans disposer du certificat exigé par la réglementation en vigueur pour la catégorie de véhicule,
- litiges résultant du refus de l'assuré de restituer le permis de conduire suite à décision de retrait ,
- litiges consécutifs à un délit de fuite ou à un refus d'obtempérer à l'instruction d'une autorité compétente,
- litiges survenus au cours d'épreuves sportives, courses, compétitions ou leurs essais, soumis ou non à l'information et/ou à l'autorisation des Pouvoirs Publics,
- contestations découlant de contraventions sanctionnées par une amende fixe ou forfaitaire,
- litiges liés à la possession ou à l'utilisation de tout véhicule autre que celui assuré par le présent contrat,
- litiges hors de la compétence territoriale prévue à l'article «Conditions de la Garantie» ci-après.

4) CONDITIONS DE LA GARANTIE

a) Mise en œuvre des garanties :

Pour la mise en œuvre des garanties, le sinistre doit satisfaire les conditions cumulatives suivantes :

- l'origine du litige doit être postérieure à la souscription du contrat,
- la date du sinistre se situe entre la souscription du contrat et la date de son expiration.

b) Compétence territoriale :

Le sinistre doit relever de la compétence d'une juridiction située sur le territoire de la France ou sur celui :

- d'un pays membre de l'Union Européenne,
- d'un des pays suivants : Andorre, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Saint-Marin, Saint-Siège et Suisse.

c) Seuil d'intervention judiciaire :

En défense, la garantie s'applique quel que soit le montant de la demande adverse.

En demande, la garantie s'applique si le montant du préjudice en principal est **au moins égal à 275 euros TTC.**

d) Dépenses garanties et montant maximum des garanties :

En cas de Sinistre garanti :

Au plan amiable, prise en charge les honoraires de l'expert ou du spécialiste mandaté ou que l'assuré peut mandater avec l'accord préalable et écrit de L'Equité - Protection Juridique, **pour un montant de préjudice en principal au moins égal à 275 euros TTC à concurrence maximale par sinistre de 1 000 euros TTC.**

Au plan judiciaire, prise en charge, à concurrence maximale par sinistre de 20 000 euros TTC :

- frais de constitution du dossier de procédure tels que les frais de constat d'huissier engagés avec l'accord préalable et écrit de L'Equité - Protection Juridique,
- frais taxables d'huissier de justice,
- frais taxables d'expert judiciaire mis à la charge de l'assuré,
- honoraires et les frais non taxables d'avocat (qui seront pris en charge comme indiqué à l'article «Choix de l'avocat»).

e) Dépenses non garanties

La garantie ne couvre pas :

- **Les frais de consultation juridique ou d'actes de procédure réalisés avant la déclaration du sinistre à moins que l'assuré ne puisse justifier de l'urgence à les avoir exposés antérieurement,**
- **tout honoraire et/ou émolument de tout auxiliaire de justice dont le montant serait fixé en fonction du résultat obtenu,**
- **les honoraires et émoluments d'huissier,**
- **les frais et honoraires d'enquêteur,**
- **les frais, honoraires et émoluments de commissaire-priseur, de notaire,**
- **les consignations pénales, les amendes pénales, fiscales, civiles ou toutes contributions assimilées.**

La garantie ne couvre pas les sommes de toute nature que l'assuré aura en définitive à payer ou à rembourser à la partie adverse, telles que :

- **le principal, les frais et intérêts, les dommages et intérêts, les astreintes,**
- **les condamnations mises à la charge de l'assuré au titre des dépens,**
- **les condamnations mises à la charge de l'assuré au titre de l'article 700 du Code de procédure civile, des articles 475-1 ou 800-1 ou 800-2 du Code de procédure pénale, de l'article L761-1 du Code de la justice administrative, ou de tout autre texte qui viendrait les compléter ou s'y substituer, ou toute autre condamnation de même nature prononcée par la juridiction saisie.**

f) Déclaration du sinistre

Pour nous permettre d'intervenir efficacement, vous devez faire votre déclaration par écrit dans les plus brefs délais en joignant à votre envoi les copies des pièces de votre dossier et notamment des éléments de preuve nécessaires et suffisants pour justifier de la réalité de votre préjudice, soit auprès de L'Equité - Protection Juridique - 75433 Paris Cedex 09 ou soit par mail à «EQUITE-PJDeclarations@generali.fr».

g) Cumul de la garantie

Si les risques garantis par le contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, l'Assuré doit en informer L'EQUITE Protection Juridique immédiatement par lettre recommandée et lui indiquer l'identité des autres assureurs du risque.

Lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat concerné et du principe indemnitaire, quelle que soit la date à laquelle elle a été souscrite. Dans ces limites, l'Assuré peut s'adresser à l'assureur de son choix.

Lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues par l'article L121-3 Code des assurances (nullité du contrat et dommages et intérêts) sont applicables.

h) Choix de l'avocat

En cas de sinistre (comme dans l'éventualité d'un conflit d'intérêt survenant entre nous à l'occasion dudit sinistre), l'assuré a la possibilité de choisir librement l'avocat dont l'intervention s'avère nécessaire pour transiger, l'assister ou le représenter en justice. Tout changement d'avocat doit être immédiatement notifié à L'Equité - Protection Juridique.

L'assuré fixe de gré à gré avec l'avocat le montant de ses frais et honoraires.

Cette faculté de libre choix s'exerce à son profit, selon l'alternative suivante, soit :

- Il fait appel à son avocat,
- Il ne souhaite pas choisir d'avocat, L'Equité - Protection Juridique peut en mandater un pour son compte après réception d'une demande écrite de sa part.

i) Direction du procès

En cas d'action judiciaire, la direction, la gestion et le suivi du procès appartiennent à l'assuré assisté de son avocat.

L'assuré doit obtenir l'accord préalable et exprès de L'EQUITE Protection Juridique s'il souhaite régulariser une transaction avec la partie adverse.

j) Gestion de la garantie

À réception du dossier à L'Equité - Protection Juridique :

Position sur l'application de la garantie.

L'Equité - Protection Juridique peut demander, sans restriction ni réserve, toutes les pièces se rapportant au litige ainsi que tout renseignement complémentaire en votre possession. Sauf opposition justifiée, l'assuré ne saurait se prévaloir du secret médical pour refuser de répondre aux demandes du médecin conseil que L'Equité - Protection Juridique aura désigné comme expert.

L'Equité - Protection Juridique se réserve le droit de faire examiner l'assuré par un médecin de son choix, chaque fois que cela est nécessaire afin d'évaluer le préjudice. Ce médecin doit pouvoir le rencontrer et l'examiner librement et peut lui demander tout renseignement ou document qu'il juge utiles.

Dans le cas où il ne peut se déplacer, le médecin missionné doit avoir accès à son lieu de résidence.

Sous peine de déchéance, l'assuré doit lui communiquer ces informations, soit directement sous pli confidentiel soit par l'intermédiaire de son médecin, et se soumettre à toute expertise médicale éventuelle.

De convention expresse, l'assuré reconnaît le droit de subordonner la mise en jeu de la garantie au respect de ces conditions. En cas de refus de sa part, nous pourrions, de convention expresse, lui opposer la mise en jeu de la garantie.

L'Equité - Protection Juridique donne son avis sur l'opportunité de transiger ou d'engager une instance judiciaire, en demande comme en défense. Les cas de désaccord à ce sujet sont réglés selon les modalités prévues à l'article «Arbitrage».

k) Le règlement des indemnités :

• Si l'assuré choisit son avocat :

Conformément à l'article «Choix de l'avocat», il peut demander à L'Equité - Protection Juridique le remboursement des frais et honoraires garantis, dans la limite des montants maximum fixés au tableau «Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat» et des sommes mentionnées à l'article «Dépenses garanties et montants maximum de garantie».

Toute autre somme demeurera à la charge de l'assuré.

Le remboursement interviendra dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception des copies des factures des honoraires acquittées.

Sur demande expresse de sa part, nous pouvons régler les sommes garanties directement à son avocat.

Si l'assuré a réglé une provision à son avocat, L'Equité - Protection Juridique peut lui rembourser à titre d'avance sur le montant de son indemnité.

Néanmoins, cette avance ne pourra excéder la moitié du montant de l'indemnisation fixée au tableau «Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat».

Le solde de l'indemnité étant réglé à l'issue de la procédure.

• Si l'assuré nous demande de lui indiquer un avocat :

Conformément à l'article «Choix de l'avocat», L'Equité - Protection Juridique règle directement ses frais et honoraires garantis dans la limite maximale des montants fixés au tableau «Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat» et des sommes mentionnées à l'article «Dépenses garanties et montants maximum de garantie».

Toute autre somme demeurera à la charge de l'assuré.

Dans tous les cas, l'assuré doit adresser à L'Equité - Protection Juridique, les copies des décisions rendues et des éventuels protocoles d'accord signés entre les parties.

En application des dispositions de l'article L.127-7 du Code des assurances, L'Equité - Protection Juridique est tenu à une obligation de secret professionnel concernant toute information que l'assuré nous communique dans le cadre d'un sinistre.

| MONTANTS MAXIMUM DE GARANTIE - HONORAIRES D'AVOCAT | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Les plafonds d'assurances comprennent les frais divers (déplacement, secrétariat, photocopies) et constituent le maximum de notre engagement. | Montant en euros Hors TVA |
| Assistance | |
| Réunion d'expertise ou mesure d'instruction, Médiation Civile ou Pénale, Commission | 500 € par intervention |
| Intervention amiable | 150 € par intervention |
| Toutes autres interventions | 350 € par affaire |
| Procédure devant toutes juridictions | |
| Référé ou requête ou autre ordonnance | 550 € par décision |
| Première Instance | |
| Tribunal de Police, Juge ou Tribunal pour Enfants | 500 € par décision |
| Procureur de la République | 200 € par intervention |
| Cour d'Assise | 2000 € par affaire |
| Tribunal Administratif, Tribunal du commerce | 1000 € par affaire |
| Tribunal Judiciaire statuant au fond avec représentation obligatoire par avocat | 1200 € par décision |
| Tribunal Judiciaire statuant au fond avec représentation non obligatoire par avocat, Tribunal ou chambre de Proximité, Tribunal d'Instance | 850 € par décision |
| Juridiction de l'Exécution | 450 € par affaire |
| Cour d'Appel | 850 € par affaire |
| En matière de police ou d'infraction au Code de la Route | 450 € par affaire |
| En matière correctionnelle | 850 € par affaire |
| Autres matières au fond | 1050€ par affaire |
| Cour de Cassation - Conseil d'État | 2100 € par affaire |
| Toute autre juridiction | 650 € par affaire |
| Transaction amiable | |
| Menée à son terme, sans protocole signé | 500 € par affaire |
| Menée à son terme et ayant abouti à un protocole signé par les parties et agréé par l'assureur | 1000 € par affaire |

5) EXECUTION DES DECISIONS DE JUSTICE ET SUBROGATION

Dans le cadre de la garantie, prise en charge des frais d'huissier, autres que ceux visés à l'article «Dépenses non garanties», afin d'exécution de la décision de justice rendue en la faveur de l'assuré.

Lorsque la partie adverse est condamnée aux dépens de l'instance, L'Equité - Protection Juridique est subrogée dans les droits et actions de l'assuré, à concurrence des sommes prises en charge en application du présent contrat.

Lorsqu'il est alloué à l'assuré une indemnité de procédure par application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile, de l'article 475-1 ou 800-1 et 800-2 du Code de procédure pénale ou de l'article L.761-1 du Code de la Justice administrative ou par tout texte prévoyant des indemnités de nature équivalente, cette somme lui bénéficie par priorité pour les dépenses restées à sa charge, puis revient à L'Equité - Protection Juridique dans la limite des sommes indemnisées.

6) DÉCHÉANCE DE GARANTIE

L'assuré peut être déchu de son droit à garantie en cas de :

- Refus de fournir des informations se rapportant au litige,
- mauvaise foi des déclarations inexactes sur les faits ou les événements constitutifs du sinistre, ou plus généralement, sur tout élément pouvant servir à la solution du litige,
- emploie ou produit intentionnellement des documents inexacts ou frauduleux,
- régularise une transaction avec la partie adverse sans obtenir préalablement l'accord exprès de L'Équité - Protection Juridique.

7) ARBITRAGE

Conformément aux dispositions de l'article L127-4 du Code des assurances, en cas de désaccord au sujet des mesures à prendre pour régler le litige, objet du sinistre garanti, cette difficulté peut être soumise sur la demande de l'assuré, à l'arbitrage d'un conciliateur désigné d'un commun accord, ou à défaut, par le Président du Tribunal Judiciaire compétent territorialement, statuant selon la procédure accélérée au fond.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de L'Équité - Protection Juridique, sauf lorsque le Président du Tribunal Judiciaire en décide autrement, au regard du caractère abusif de la demande de l'assuré.

Si, contrairement à l'avis de L'Équité - Protection Juridique et celui du conciliateur, l'assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle que L'Équité - Protection Juridique lui a proposée, L'Équité - Protection Juridique peut engager, dans le cadre de la garantie, à prendre en charge les frais de justice et d'avocat que l'assuré aura ainsi exposés, conformément à l'article "Conditions de la garantie" aux paragraphes d) et e).

Toutefois, afin de simplifier la gestion de ce désaccord, L'Équité - Protection Juridique s'engage à sa remettre à l'opinion de la personne réglementairement habilitée à délivrer des conseils juridiques que l'assuré aura sollicitée sur les mesures à prendre pour régler le litige objet du sinistre garanti.

En ce cas, nous prendrons en charge les éventuels honoraires de consultation de ce conseil dans la limite contractuelle du tableau «Montants maximum de garantie - Honoraires d'avocat» pour le poste «Assistance - Médiation Civile».

8) CONFLITS D'INTERETS

Si, lors de la déclaration du sinistre, ou au cours du déroulement des procédures de règlement de ce sinistre, il apparaît entre vous et nous un conflit d'intérêt, notamment lorsque le tiers auquel vous êtes opposé est assuré par nous, vous pourrez vous faire assister par un avocat choisi conformément aux dispositions de l'article «Choix de l'avocat» ou par une personne qualifiée (article L127-5 du Code des assurances).

Vous pourrez également recourir à la procédure d'arbitrage définie à l'article «Arbitrage».

9) A QUI S'ADRESSER

Pour un simple renseignement, contactez le :

SERVICE CONSEILS au 01 58 38 65 66

en précisant **impérativement** votre nom et votre numéro de contrat Protection Juridique figurant aux Dispositions Particulières.

L'Équité vous fera alors part de vos droits et obligations, et si nécessaire, de la marche à suivre pour procéder à l'ouverture de votre dossier.

Attention : toute dépense engagée sans l'accord préalable de la Compagnie n'est pas garantie.

En cas de réclamation concernant le traitement de votre dossier vous pouvez écrire à :

**L'ÉQUITÉ Protection Juridique
Réclamations**

TSA 70100 75309 Paris Cedex 09

L'assureur accusera réception de la demande de l'assuré et y répondra dans les meilleurs délais.

La procédure ci-dessus ne s'applique pas si une juridiction a été saisie du litige que ce soit par l'assuré ou par l'assureur.

ARTICLE 8 - GARANTIE DU CASQUE, DES GANTS ET DU GILET AIRBAG (RISQUE I)

Remboursement à concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières du casque et/ou des gants et/ou du gilet airbag détérioré(s) à la suite d'un événement couvert au titre des garanties Responsabilité Civile, Dommages Collision ou Dommages Tous Accidents sur présentation du casque et/ou des gants et/ou du gilet airbag et des factures d'achats originales et nominatives. Le remboursement sera effectué à dire d'expert et, à défaut, selon le barème de vétusté suivant :

| | Moins de 6 mois | de 6 mois à 1 an | de 1 an à 2 ans | de 2 ans à 3 ans | de 3 ans à 4 ans | de 4 ans à 5 ans | Au-delà de 5 ans |
|------------------------|-----------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Taux de vétusté | 0 % | 10 % | 20 % | 30 % | 40 % | 50 % | 60 % |

Aucune franchise ne sera appliquée au titre de cette garantie.

A défaut de la fourniture des factures d'achats originales et nominatives, aucun remboursement ne sera effectué.

TITRE III - EXCLUSIONS

ARTICLE 9 - EXCLUSIONS S'APPLIQUANT A LA GARANTIE DE RESPONSABILITE CIVILE (RISQUE A)

9.1. Exclusions ne dispensant pas l'Assuré de l'obligation d'assurance pour les risques qui sont ainsi exclus et auxquels il lui appartient, sous peine d'encourir les pénalités prévues aux articles L 211-26 et L 211-27 du Code des Assurances, de ne pas s'exposer sans assurance préalable.

Sont exclus :

- a) les dommages causés par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre ;**
- b) les dommages survenus aux cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics ;** cependant, cette exclusion ne s'applique pas aux simples manifestations de loisirs destinées uniquement à rassembler les participants en un point fixé à l'avance, sans qu'intervienne une quelconque notion de vitesse (rallies touristiques) ;
- c) les dommages causés par le véhicule assuré, lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, si ces dommages ont été occasionnés ou aggravés du fait desdites matières ;** toutefois, il ne sera pas tenu compte, pour l'application de cette exclusion des transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris la quantité de carburant liquide ou gazeux nécessaire à l'approvisionnement du moteur ;

9.2. Exclusions n'entraînant pas pour l'Assuré d'infraction à l'obligation d'assurance
Sont exclus :

- a) les sinistres survenant lorsque le véhicule assuré n'est pas strictement en conformité avec la carte grise ou de série courante avec le moteur standard du constructeur ou a subi des transformations ou modifications notamment en ce qui concerne sa puissance.**

La Compagnie se réserve le droit d'exercer une action en remboursement auprès de l'Assuré.

- b) les sinistres survenant lorsque le conducteur du véhicule assuré n'a pas l'âge requis ou ne peut justifier être titulaire du certificat (Brevet de Sécurité Routière, Permis de Conduire), en état de validité (ni annulé, ni suspendu, ni périmé) exigé par les règlements publics en vigueur.** Cependant, cette exclusion ne peut être opposée au conducteur détenteur d'un certificat déclaré à l'assureur lors de la souscription ou du renouvellement du contrat, lorsque le certificat est sans validité pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation autres que celles relatives aux catégories de véhicule portées sur celui-ci n'ont pas été respectées.

En cas de vol, de violence ou d'utilisation du véhicule à l'insu de l'Assuré, la garantie reste acquise à ce dernier, même si les conditions stipulées ci-dessus ne sont pas remplies.

La Compagnie se réserve le droit d'exercer une action en remboursement auprès de la personne responsable sauf s'il s'agit d'un enfant mineur ou majeur fiscalement à charge de l'Assuré et qui a conduit le véhicule à l'insu de celui-ci.

c) les dommages subis :

- par la personne conduisant le véhicule assuré ;
- par une personne salariée ou travaillant pour un employeur, à l'occasion d'un accident de travail.

Toutefois, n'est pas comprise dans cette exclusion la couverture de la réparation complémentaire, prévue à l'article L 455-1-1 du code de la sécurité sociale, pour les dommages consécutifs à un accident défini à l'article L 411-1 du même code, subis par une personne salariée ou travaillant pour un employeur et qui est victime d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule terrestre à moteur conduit par cet employeur, un de ses préposés ou une personne appartenant à la même entreprise que la victime, et survenu sur une voie ouverte à la circulation publique.

d) en cas de vol du véhicule assuré, les dommages subis par les auteurs, coauteurs ou complices du vol ;

e) les dommages causés aux marchandises et objets transportés ;

f) les dommages atteignant les immeubles, choses ou animaux, loués ou confiés - à n'importe quel titre - au conducteur ; cette exclusion ne s'applique pas aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir du fait des dégâts d'incendie ou d'explosion causés par le véhicule assuré à un immeuble dans lequel il est garé ;

g) les dommages causés intentionnellement par l'Assuré ou - à son instigation - sous réserve des dispositions de l'article L 121-2 du Code des Assurances ;

h) les dommages occasionnés par la guerre étrangère, par la guerre civile, par des émeutes, des mouvements populaires ou par des actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage ;

i) les dommages ou l'aggravation des dommages causés :

- par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
- par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

j) les amendes.

9.3. Limitation de garantie à l'égard des personnes transportées

La garantie de la responsabilité civile de l'Assuré à l'égard des personnes transportées dans le véhicule assuré (autres que celles éventuellement exclues en vertu du présent article) n'a d'effet, en ce qui concerne les véhicules à deux ou trois roues ou assimilés (avec ou sans side car), que lorsque les conditions suivantes sont observées :

- le véhicule ne doit transporter, en sus du conducteur, qu'un seul passager ;
- le nombre de personnes transportées dans un side-car ne doit pas dépasser le nombre des places prévues par le constructeur (la présence dans le side-car d'un enfant de moins de 5 ans accompagné d'un adulte n'implique pas le dépassement de cette limite.

ARTICLE 10 - EXCLUSIONS S'APPLIQUANT AUX GARANTIES AUTRES QUE CELLES DE LA RESPONSABILITE CIVILE

10.1 Exclusions communes à toutes ces garanties (Risques B, C, E, F, G, J, K)

La garantie ne s'applique pas :

- aux sinistres occasionnés lorsque le véhicule assuré n'est pas strictement

en conformité avec la carte grise ou de série courante avec le moteur standard du constructeur ou a subi des transformations ou modifications notamment en ce qui concerne sa puissance. Dans cette hypothèse, la Compagnie se réserve le droit d'opposer à l'Assuré une déchéance de garantie.

- aux sinistres occasionnés par un tremblement de terre ;
- aux dommages occasionnés par la guerre étrangère et par la guerre civile ;
- aux sinistres causés intentionnellement par l'Assuré ou à son instigation ;
- aux sinistres résultant d'un vice et/ou d'un défaut d'entretien du véhicule imputables à son propriétaire, que le véhicule soit ou non en circulation ;
- aux sinistres résultant de dégradations volontaires (vandalisme) quel qu'en soit l'auteur (cette exclusion ne s'appliquant pas à la garantie des risques B -Dommages Tous Accidents , F - Incendie-Explosion) ;
- aux dommages ou à l'aggravation des dommages causés :
 - pour les véhicules utilitaires, par la surcharge du véhicule assuré par rapport à son poids total autorisé en charge (P.T.A.C) ou à son poids total roulant autorisé (P.T.R.A) ;
 - par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
 - par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ;
 - par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'Assuré ou toute personne dont il répond à la propriété, la garde ou l'usage.
- aux dommages subis par le véhicule assuré lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, si ces dommages ont été occasionnés ou aggravés du fait desdites matières ; toutefois, il ne sera pas tenu compte, pour l'application de cette exclusion, des transports d'huile, d'essences minérales ou de produits similaires, ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris la quantité de carburant liquide ou gazeux nécessaire à l'approvisionnement du moteur ;
- aux dommages subis par le véhicule aux cours d'épreuves, concentrations, manifestations, courses, compétitions ou leurs essais soumis ou non, par la réglementation en vigueur, à l'autorisation des pouvoirs publics, lorsque l'assuré y participe en qualité de concurrent, de participant, d'organisateur ou de préposé de l'un d'eux. Cette exclusion s'applique également pendant la période comprise :
 - entre l'enregistrement du participant et le départ,
 - entre la fin de la participation à la manifestation, quelle qu'en soit la cause et le retour sur la voie publique dans des conditions normales de circulation,
 - entre la fin de la participation jusqu'à la dispersion totale de la concentration et au retour sur la voie publique dans des conditions normales de circulation dans le respect des dispositions du Code de la Route. Cependant, cette exclusion ne s'applique pas aux simples manifestations de loisirs destinées uniquement à rassembler les participants en un point fixé à l'avance, sans qu'intervienne une quelconque motion de vitesse (rallyes touristiques) ;
- aux dommages indirects, tels que frais de carte grise, contrôle technique, privation de jouissance et dépréciation ;
- aux frais de garage, de location de véhicule, de devis, de gardiennage...
- aux dommages subis par le véhicule lorsque l'Assuré ne peut produire un certificat d'immatriculation conforme à la réglementation en vigueur au moment du sinistre.

10.2 Exclusions spéciales à certains risques :

a) Exclusions s'appliquant aux risques :

E - Vol

F - Incendie - Explosion - Tempête ;

K - Option Plus / Access Pack / Pack Premium

La garantie ne s'applique pas :

- aux vols commis ou tentés par les préposés ou les membres de la famille de l'Assuré ou avec leur complicité ;
- aux vols résultant d'un abus de confiance ou d'une escroquerie au sens du Code Pénal, dont serait victime l'Assuré ;
- aux vols commis ou tentés alors que l'Assuré avait laissé les clés de contact et/ou de serrures à l'intérieur ou sur le véhicule assuré - y compris lorsque celui-ci se trouve à l'intérieur de locaux privés - sauf en cas de violences corporelles exercées sur le conducteur ou d'effraction desdits locaux.

En ce qui concerne la garantie des dommages causés par l'électricité, sont exclus :

- les dommages subis par les accessoires non livrés avec le véhicule assuré, sauf si leur garantie contre l'incendie est prévue aux Dispositions Particulières ;
- les dommages subis par les batteries d'accumulateurs, lampes, fusibles et résistances chauffantes, tubes électriques et cristaux semi-conducteurs équipant notamment, les appareils radiophoniques de bord et les autres appareils électroniques montés sur le véhicule, ainsi que ceux dus à l'usure, au bris de machine, à un dysfonctionnement mécanique quelconque de l'objet sinistré ou à un défaut d'entretien.

b) Exclusions s'appliquant aux risques :

B - Dommages subis par le véhicule (Accidents avec ou sans collision) ;

C - Dommages-Collision ;

G - Défense Pénale et Recours suite à un accident.

J - Individuelle Pilote (Individuelle Accident)

- L'exclusion «permis de conduire» prévue à l'article 9.2.b) ci-avant est applicable aux risques B, C, G et J.

Permis de conduire international ou étranger :

A l'expiration d'une durée d'un an à compter de la date d'établissement du premier titre de séjour sur le territoire français, les garanties cesseront d'être acquises - quelle que soit la durée du contrat - si l'Assuré n'a pas fait changer son permis de conduire international ou étranger contre un permis délivré par les autorités françaises et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Pour les ressortissants de l'Union Européenne, la validité de leur permis est régie par la réglementation communautaire en vigueur.

- Sont en outre exclus de la garantie, les dommages survenant à l'occasion d'un délit de fuite ou lorsque le conducteur du véhicule assuré, se trouvait, au moment du sinistre, même en l'absence de tout signe d'ivresse manifeste, sous l'empire d'un état alcoolique tel que défini par la réglementation en vigueur - y compris lorsqu'il refuse de se soumettre aux vérifications des autorités compétentes ou, l'emprise de stupéfiants, drogues ou tranquillisants non prescrits médicalement conformément à la réglementation en vigueur. Sauf s'il est prouvé que le sinistre est sans relation avec l'état du conducteur.

ARTICLE 11 - SANCTIONS INTERNATIONALES

L'Assureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en oeuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois et/ou règlements édictés par l'Union européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique ou par tout autre droit national applicable au présent contrat prévoyant de telles mesures. Le présent contrat ne couvre pas, et ne saurait imposer à l'Assureur de fournir une garantie, payer un sinistre, ou accorder quelque couverture ou prestation, relativement à des risques situés en Crimée, République Populaire Démocratique de Corée (Corée du Nord), en Iran et/ou en Syrie.

TITRE IV - FORMATION ET DUREE DU CONTRAT

ARTICLE 12 - DATE D'EFFET

Le présent contrat n'est valable qu'après signature de ses Dispositions Particulières par les parties ; la Compagnie pourra en poursuivre dès ce moment l'exécution. Mais, il ne produira ses effets qu'à partir du lendemain à midi du jour de l'encaissement effectif de la première prime, dont la date d'exigibilité est indiquée aux Dispositions Particulières. Il en sera de même pour tout avenant au contrat.

Cette disposition ne fait pas obstacle à la délivrance - sous réserve de l'encaissement effectif d'un acompte à valoir sur la première prime - d'une Note de Couverture immédiate (attestation de garantie provisoire) dont la durée ne peut excéder un mois.

ARTICLE 13 - DUREE DU CONTRAT TACITE RECONDUCTION

Le présent contrat est conclu pour la durée indiquée aux Dispositions Particulières. Sauf convention contraire, à son expiration, il sera reconduit tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, notifiée selon les modalités prévues à l'article 14.

ARTICLE 14 - RESILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale, dans les cas et conditions fixés ci-après :

a) par le Souscripteur ou par la Compagnie :

■ chaque année à sa date d'échéance anniversaire, moyennant préavis de deux mois au moins (article L 113-12 du Code des Assurances);

■ en cas d'aliénation du véhicule (article L 121-11 du Code des Assurances) ;

■ en cas de survenance d'un des événements prévus par l'article L 113-16 du Code des Assurances (changement de domicile, changement de situation matrimoniale, changement de régime matrimonial, changement de profession, retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle) lorsque le contrat a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure, qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle.

La demande de résiliation intervient dans les **trois mois** qui suivent la date de l'évènement et prend effet un mois après notification à l'autre partie.

b) par l'héritier ou par la Compagnie :

■ en cas de transfert de propriété du véhicule assuré, par suite de décès (article L 121-10 du Code des Assurances).

c) par la Compagnie :

■ en cas de non-paiement des primes (article L 113-3 du Code des Assurances) ;

■ en cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code des Assurances) ;

■ en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours du contrat (article L 113-9 du Code des Assurances) ;

■ après sinistre (articles R 113-10 et A 211-1-2 du Code des Assurances), le Souscripteur ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de la Compagnie, dans le délai **d'un mois** à compter de la notification de cette résiliation ; la résiliation par la Compagnie prendra effet **un mois** après sa notification au Souscripteur ;

d) par le Souscripteur :

■ en cas de diminution du risque, si la Compagnie refuse de réduire la prime en conséquence (article L 113-4 du Code des Assurances) ; la résiliation prendra effet **30 jours** après la dénonciation ;

■ en cas de résiliation, par la Compagnie, d'un autre contrat après sinistre (article R 113-10 du Code des Assurances) ;

■ en cas d'augmentation de la prime du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article 21.2 ci-après.

e) par le nouvel assureur :

■ à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la première souscription, sans frais ni pénalités. La résiliation prend effet un mois après que la Compagnie a reçu notification par le nouvel assureur (Articles L113-15-2, R113-11 et R113-12 du Code des Assurances).

f) par la masse des créanciers du Souscripteur :

■ en cas de procédure collective du Souscripteur selon les conditions règlementaires.

g) de plein droit :

■ en cas de retrait total de l'agrément de la Compagnie (article L 326-12 du Code des Assurances) ;

■ en cas de réquisition de propriété du véhicule assuré (article L 160-6 et L 160-8 du Code des Assurances) ;

■ en cas de perte totale du véhicule assuré, résultant d'un événement non garanti (article L 121-9 du Code des Assurances) ;

■ en cas de perte totale du véhicule assuré, résultant d'un événement garanti ;

■ en cas d'aliénation (cession) du véhicule assuré (dans les cas et conditions prévus au deuxième alinéa de l'article L 121-11 du Code des Assurances) ;

Dans tous les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la fraction de cette période, postérieure à la résiliation, n'est pas acquise à la Compagnie ; elle doit être remboursée au Souscripteur si elle a été perçue d'avance. Toutefois, si la résiliation résulte du non-paiement des primes, la Compagnie a droit à ladite portion de prime à titre d'indemnité.

En cas de résiliation de plein droit suite à la perte totale du véhicule assuré résultant d'un événement garanti, la fraction de prime correspondant à la garantie qui s'est exercée reste acquise à la Compagnie. Par contre, la fraction de prime correspondant aux garanties non mises en jeu par le sinistre donnera lieu à remboursement pour la période postérieure à la résiliation.

Lorsque le Souscripteur a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire, à son choix, conformément à l'article L113-14 :

- par lettre simple y compris recommandée, ou tout autre support durable;
- par déclaration faite contre récépissé, au Siège Social ou chez le représentant désigné aux Dispositions Particulières;
- par acte extrajudiciaire.

La résiliation par la Compagnie doit être notifiée, soit par lettre recommandée adressée au Souscripteur, soit par acte extra-judiciaire, à son dernier domicile connu.

Pour un envoi recommandé, la résiliation prend effet au plus tôt à partir de la date et de l'heure figurant sur le cachet de la poste, que la résiliation émane du Souscripteur ou de la Compagnie.

Pour tout autre moyen, la résiliation prend effet au plus tôt, le lendemain 0h de la date de réception dans nos locaux.

ARTICLE 15 - DÉMARCHAGE EN ASSURANCES : FACULTÉ DE RENONCIATION (Article L 112-9 du code des assurances)

Conformément à l'article L 112-9 du Code des Assurances :

Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalité.

La lettre recommandée avec demande d'avis de réception - un modèle est joint - doit être adressée à l'assureur conseil dont dépend le contrat ou au siège social de la Compagnie.

Toute lettre recommandée adressée à une entité juridique autre sera dépourvue de tout effet.

*Adresse où envoyer la renonciation
par lettre recommandée*

Coordonnées du Souscripteur

Nom Prénom : _____

Adresse : _____

Commune : _____

Code Postal : _____

Contrat d'assurance n°

Date de souscription jj/mm/aaaa

Montant de la prime réglée : _____ €

date de règlement de la prime : jj/mm/aaaa

Mode de règlement de la prime :

le jj/mm/aaaa

Madame, Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'article L.112-9 du Code des assurances, j'entends par la présente renoncer à la police d'assurance n° _____ que j'ai souscrite en date de jj/mm/aaaa.

Je souhaite donc que le contrat précité soit résilié à compter de la date de réception de la présente.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma respectueuse considération.

Signature

ARTICLE 16 - TRANSFERT DE PROPRIETE DU VEHICULE ASSURE

En cas de décès du propriétaire du véhicule assuré, l'assurance est transférée de plein droit à l'héritier du véhicule, et ce, dans les conditions prévues par l'article L 121-10 du Code des Assurances.

En cas d'aliénation (cession) du véhicule assuré, le contrat est résilié dans les conditions prévues à l'article L 121-11 du Code des Assurances.

Le Souscripteur doit informer la Compagnie par lettre recommandée de la date d'aliénation (cession) du véhicule assuré, **la Compagnie se réservant le droit de vérifier la réalité de cette aliénation.**

ARTICLE 17 - SUSPENSION DES EFFETS DU CONTRAT

La suspension a pour conséquence de mettre provisoirement fin, non pas au contrat qui continue d'exister, mais à ses effets ; toute prime échue avant la date de la suspension reste donc exigible.

Deux cas de suspension, ayant leurs propres règles, sont prévus au présent contrat ou par la Loi :

- en cas de non-paiement de la prime (article 21 ci-après) ;
- en cas de réquisition du véhicule assuré (articles L 160-7 et L 160-8 du Code des Assurances).

ARTICLE 18 - RESTITUTION DES DOCUMENTS D'ASSURANCE

En cas d'aliénation (cession) du véhicule assuré et dans tous les cas de résiliation de plein droit du contrat d'assurance, ou de nullité, l'Assuré est tenu de restituer à l'Assureur les documents d'assurance (carte verte et certificat d'assurance) qui lui ont été remis.

ARTICLE 19 - CLAUSE DE REDUCTION - MAJORATION (Article A 121-1 du Code des Assurances)

19.1. Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la prime due par l'Assuré est déterminée en multipliant le montant de la prime de référence, telle qu'elle est définie à l'article 19.2., par un coefficient dit "coefficient de réduction-majoration", fixé conformément aux articles 19.4. et 19.5. suivants.

Le coefficient d'origine est de 1.19.2. La prime de référence est la prime établie par l'Assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'Assuré et figurant au tarif communiqué par l'Assureur au ministre de l'économie et des finances dans les conditions prévues à l'article R 310-6 du Code des Assurances. Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socioprofessionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule, ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurances.

Cette prime de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'article A 121-1-2 du Code des Assurances. En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette prime de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'article A 121-1-1 du Code des Assurances ainsi que les réductions éventuelles mentionnées à l'article A 335-9-3.

19.3. La prime sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la prime de référence définie à l'article précédent, pour la garantie des risques de responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris des glaces et de catastrophes naturelles.

19.4. Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 %, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut (1) ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage "Tournées" ou "Tous déplacements", la réduction est égale à 7 %.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50.

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins trois ans au cours de laquelle le coefficient de réduction majoration a été égal à 0,50.

19.5. Un sinistre survenu au cours de la période annuelle d'assurance majore le coefficient de 25 % ; un second sinistre majore le coefficient obtenu de 25 %, et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire. Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale (2) et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage "Tournées" ou "Tous déplacements", la majoration est égale à 20 % par sinistre.

La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée, notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste. En aucun cas le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

19.6. Ne sont pas à prendre en considération, pour l'application d'une majoration, les sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation lorsque :

1° - l'auteur de l'accident conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci ;

2° - la cause de l'accident est un événement non imputable à l'assuré, ayant les caractéristiques de la force majeure ;

3° - la cause de l'accident est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

19.7. Le sinistre survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'Assuré n'est engagée à aucun titre, ou le sinistre mettant en jeu uniquement l'une des garanties suivantes: vol, incendie, bris des glaces, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue à l'article 19.5. et ne fait pas obstacle à la réduction visée à l'article 19.4.

19.8. Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la prime peut être opérée soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation.

Aucune rectification de prime ne sera, toutefois, effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de deux ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

(1) Exemple : Après la première période annuelle, le coefficient est de 0,95. Après la deuxième période annuelle, le coefficient est de 0,9025, arrêté et arrondi à 0,90. Après la sixième période annuelle, le coefficient est de 0,722, arrêté et arrondi à 0,72. Après la douzième période annuelle, le coefficient est de 0,513, arrêté et arrondi à 0,51.

(2) Exemple : Après le premier sinistre, le coefficient est de 1,25. Après le deuxième sinistre, le coefficient est de 1,5625, arrêté et arrondi à 1,56.

19.9. La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat. Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente reste acquis à l'Assuré mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à trois mois. Par exception aux dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre neuf et douze mois.

19.10. Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires. Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux Dispositions Particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

19.11. Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre Assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première prime est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné à l'article 19.12. ci-dessous, et des déclarations complémentaires de l'Assuré.

19.12. L'Assureur délivre au Souscripteur un relevé d'informations lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter d'une demande expresse du Souscripteur.

Ce relevé comporte notamment les indications suivantes :

- date de souscription du contrat ;
- numéro d'immatriculation du véhicule ;
- nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du permis de conduire du Souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat ;
- nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue ;
- le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle ;
- la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

19.13. Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel Assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'Assureur du contrat qui le garantissait précédemment, au Souscripteur de ce contrat.

19.14. L'Assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance de prime remis à l'Assuré :

- le montant de la prime de référence ;
- le coefficient de réduction-majoration prévu à l'article A 121-1 du Code des Assurances ;
- la prime nette après application de ce coefficient ;
- la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'article A 121-1-1 du Code des Assurances ;
- la ou les réductions éventuellement appliquées conformément à l'article A 122-1-2 du Code des Assurances.

TITRE V - OBLIGATIONS DU SOUSCRIPTEUR

ARTICLE 20 - DECLARATIONS CONCERNANT LE RISQUE ET SES MODIFICATIONS

Le Souscripteur ou, le cas échéant, l'Assuré non-souscripteur est obligé :

- a) de répondre exactement aux questions posées par l'Assureur, notamment dans le formulaire de déclaration du risque par lequel l'Assureur l'interroge lors de la conclusion du contrat, sur les circonstances qui sont de nature à lui faire apprécier les risques qu'il prend en charge.
- b) de déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et

rendent de ce fait inexactes ou caduques les réponses faites à l'Assureur, notamment dans le formulaire mentionné au paragraphe a) ci-dessus.

Le Souscripteur, ou le cas échéant, l'Assuré non souscripteur doit, par lettre recommandée, déclarer ces circonstances à l'Assureur dans un délai de **quinze jours** à partir du moment où il en a eu connaissance.

20.1. AGGRAVATION DU RISQUE

En cas d'aggravation du risque en cours de contrat, telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat, l'Assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'Assureur a la faculté soit de dénoncer le contrat, soit de proposer un nouveau montant de prime.

Dans le premier cas, la résiliation ne peut prendre effet que **dix jours** après notification et l'Assureur doit alors rembourser à l'Assuré la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

Dans le second cas, si l'Assuré ne donne pas suite à la proposition de l'Assureur, ou s'il refuse expressément le nouveau montant, dans le délai de **trente jours** à compter de la proposition, l'Assureur peut résilier le contrat au terme de ce délai, à condition d'avoir informé l'Assuré de cette faculté, en la faisant figurer en caractères apparents dans la lettre de proposition.

Toutefois, l'Assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant, après un sinistre, une indemnité.

20.2. DIMINUTION DE RISQUE

L'Assuré a droit, en cas de diminution du risque en cours de contrat à une diminution du montant de la prime. Si l'Assureur n'y consent pas, l'Assuré peut dénoncer le contrat. La résiliation prend alors effet **trente jours** après la dénonciation ; l'Assureur doit alors rembourser à l'Assuré la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

20.3. CONTRAT A EFFET DIFFERE

Le Souscripteur, ou le cas échéant, l'Assuré non souscripteur doit déclarer à la Compagnie, par lettre recommandée, tous les changements à ses réponses dans le formulaire de déclaration du risque visé à l'article 20 ci-dessus, intervenant entre la date de souscription du contrat et sa date de prise d'effet. Il s'engage à régler le supplément de prime qui pourrait en résulter.

Sanctions

Toute réticence ou déclaration intentionnellement fautive, toute omission ou déclaration inexacte, par le Souscripteur ou, le cas échéant, par l'Assuré non souscripteur, de circonstances du risque connues de lui, permet d'opposer les dispositions prévues (suivant le cas), aux articles L 113-8 et L 113-9 du Code des Assurances.

20.4. AUTRE ASSURANCE

Si les risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le Souscripteur doit le déclarer **immédiatement** à la Compagnie par lettre recommandée. Conformément à l'article L 121-4 du Code des Assurances, l'Assuré, en cas de sinistre, pourra s'adresser à l'assureur de son choix.

Les dispositions du présent article ne peuvent avoir pour effet d'accorder à l'Assuré non souscripteur des droits plus étendus que ceux que le Souscripteur lui-même tient du contrat.

ARTICLE 21 - PAIEMENT DES PRIMES

Le Souscripteur doit payer chaque prime à son échéance, au Siège de la Compagnie ou au domicile du mandataire désigné par elle à cet effet (article L 113 - 3 du Code des Assurances).

La prime, les accessoires et tous impôts et taxes sont payables annuellement et d'avance.

Sont à la charge du Souscripteur, en plus de la prime, les frais accessoires dont le montant est indiqué aux Dispositions Particulières, ainsi que tous impôts et taxes existant ou pouvant être établis sur la prime.

Lorsque la Compagnie accepte le paiement fractionné de la prime, il est formellement convenu que la prime de l'année entière d'assurance ou ce qui en reste dû, deviendra immédiatement exigible en cas de sinistre ou de non-paiement d'une fraction de prime.

A défaut de paiement de la première prime ou d'une prime suivante (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la Compagnie - indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice et de réclamer des frais de poursuite et de recouvrement - peut, par lettre recommandée valant mise en demeure, adressée au Souscripteur à son dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre. Les coûts d'établissement et d'envoi de la mise en demeure sont à la charge du Souscripteur.

La Compagnie a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus. La notification de la résiliation par la Compagnie peut être faite au Souscripteur, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

La portion de cotisation afférente à la période postérieure à la date d'effet de la résiliation demeure acquise à la Compagnie à titre de dommages et intérêts.

Cette suspension et cette résiliation ne vous dispenseront pas du paiement de la cotisation dont vous êtes redevable, ni de celui des frais de mise en demeure et des intérêts moratoires aux taux légal dus à compter de la date d'expédition de la lettre de mise en demeure initiale.

21.1. PRELEVEMENT DES PRIMES PAR LA COMPAGNIE

Si les primes du présent contrat sont prélevées, il est convenu que la Compagnie cessera ce prélèvement dès qu'une prime restera impayée et qu'elle présentera à l'Assuré, par les voies normales, un avis d'échéance portant sur la période allant de la date d'échéance de cette prime impayée jusqu'à la plus prochaine échéance anniversaire. Elle appliquera ensuite les dispositions ci-dessus pour la prime correspondant à cet avis d'échéance. Enfin, le mode de paiement annuel sera prévu d'office pour les primes ultérieures.

21.2. MODIFICATION DU TARIF D'ASSURANCE AUTRE QUE CELLE RESULTANT DE LA CLAUSE DE REDUCTION MAJORATION (BONUS / MALUS)

Si pour des raisons de caractère technique, la Compagnie est amenée à modifier son tarif d'assurance automobile, elle aura la faculté de modifier en conséquence, à compter de la prochaine échéance anniversaire, la prime du présent contrat.

En cas de majoration de la prime, le Souscripteur aura alors le droit de résilier le contrat à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou chez le représentant de la Compagnie dans la localité, soit par lettre recommandée, soit par acte extra-judiciaire et ce, dans les **trente jours** qui suivent celui où il aura eu connaissance de la modification.

Cette résiliation prendra effet **un mois** après la notification du Souscripteur et la Compagnie aura droit à la fraction de prime, calculée sur les anciennes bases, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date d'effet de résiliation. A défaut de cette résiliation, la nouvelle prime sera considérée comme acceptée par le Souscripteur.

ARTICLE 22 - OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

a) Délai de déclaration

Sous peine de déchéance, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'Assuré doit, dans les cinq jours ouvrés de la date à laquelle il a eu connaissance d'un sinistre affectant l'une des garanties accordées par le présent contrat, en faire par écrit ou verbalement contre récépissé, la déclaration au Siège de la Compagnie ou chez le représentant de la Compagnie indiqué aux Dispositions Particulières.

Ce délai est porté à dix jours pour la garantie des Catastrophes Naturelles suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant cet état.

S'il s'agit d'un vol, sous peine de la même sanction, ce délai est réduit à deux jours ouvrés.

La déchéance pour déclaration tardive ne pourra toutefois être opposée à l'Assuré que si la Compagnie établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

b) Autres obligations

L'Assuré doit en outre :

■ indiquer à la Compagnie les nom et adresse de la personne qui conduisait le véhicule assuré au moment du sinistre, ceux des lésés et ceux des témoins, s'il y en a, ainsi que tous renseignements sur les causes, circonstances et conséquences connues ou présumées du sinistre ;

■ transmettre à la Compagnie, pour qu'elle puisse y répondre en temps utile, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure, qui lui seraient signifiés à quelque requête que ce soit ;

● **en cas de Dommages subis par le véhicule assuré :**

• faire connaître à la Compagnie l'endroit où ces dommages peuvent être constatés, les réparations dont le montant global excède 650 EUR. hors TVA ne pouvant être entreprises qu'après vérification par la Compagnie (cette vérification devant être effectuée dans un délai maximum de dix jours à compter de celui où la Compagnie a eu connaissance du sinistre) ;

• adresser à la Compagnie une attestation sur l'honneur de non alcoolémie signée du conducteur ;

• adresser à la Compagnie la justification des dépenses engagées ;

• les faire constater à l'égard du transporteur ou des tiers, par tous moyens légaux, lorsqu'ils sont survenus en cours de transport maritime, fluvial ou aérien ;

• déposer plainte auprès des autorités de police en cas de dégradations volontaires (actes de vandalisme) et en adresser l'original à la Compagnie.

● **en cas de vol du véhicule assuré, et/ou de ses éléments, et/ou de ses accessoires :**

• aviser immédiatement les autorités locales de police et faire opposition à la préfecture qui a délivré le récépissé de déclaration de mise en circulation du véhicule, déposer une plainte dans tous les cas et, en cas de récupération, en aviser la Compagnie dans **les huit jours**,

• adresser à la Compagnie les pièces suivantes **passé un délai de 30 jours à dater du sinistre** : original du dépôt de plainte, carte grise originale (ou attestation de vol ou de perte), clés, facture d'achat, certificat de non gage, certificat de cession, état descriptif du véhicule, certificat de gravage du véhicule assuré et le (ou les) justificatif(s) de protection antivol agréé(s) SRA.

Faute par l'Assuré de remplir tout ou partie des obligations prévues au paragraphe b) ci-dessus (sauf cas fortuit ou de force majeure), la Compagnie sera fondée à réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que cette inexécution lui aura causé.

En cas de fausses déclarations faites sciemment par l'Assuré sur la date, la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre, l'Assuré sera déchu de son droit à la garantie pour ce sinistre. L'Assuré qui emploie ou produit intentionnellement des documents inexacts ou frauduleux sera déchu de tout droit à garantie pour le sinistre dont il s'agit.

LIBRE CHOIX DU REPARATEUR

Conformément à la législation en vigueur, l'Assuré dispose de la liberté de choisir son réparateur professionnel.

ARTICLE 23 - SAUVEGARDE DES DROITS DE LA COMPAGNIE - SUBROGATION

23.1 DOMMAGES CAUSÉS AUX TIERS

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de la Compagnie ne lui seront opposables.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel, ni le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir moral d'accomplir.

La responsabilité de l'Assuré devra être juridiquement établie par tous moyens.

23.2 SUBROGATION

La Compagnie est subrogée, conformément à l'article L 121-12 du Code des Assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par elle, dans les droits et

actions de l'Assuré contre les tiers responsables du dommage, ainsi que contre le conducteur responsable du sinistre, lorsque la garde ou la conduite a été obtenue contre le gré du propriétaire ou du locataire du véhicule assuré.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'Assuré, s'opérer en faveur de la Compagnie, celle-ci est déchargée de ses obligations envers l'Assuré, dans la mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

TITRE VI - OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE

ARTICLE 24 - MONTANT DE LA GARANTIE

Pour chacun des risques assurés, les montants de la garantie par sinistre et des franchises éventuelles sont fixés aux présentes Dispositions Générales, aux Dispositions Particulières ou dans les clauses annexées au présent contrat dont les numéros figurent aux Dispositions Particulières.

a) Dispositions spéciales à la garantie de Responsabilité Civile

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viendront pas en déduction du montant de la garantie.

Toutefois, en cas de condamnation supérieure à la limite de garantie, ces frais seront supportés par la Compagnie et par l'Assuré, dans la proportion de leur part respective dans la condamnation.

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants droit :

1° les franchises prévues aux Dispositions Particulières ;

2° les déchéances, à l'exception de la suspension régulière de la garantie pour non-paiement de prime ;

3° la réduction de l'indemnité, prévue par l'article L 113-9 du Code des Assurances dans le cas de déclaration inexacte ou incomplète du risque ;

4° les exclusions de garantie prévues à l'article R 211-11 du Code des Assurances (article 9.1 ci-avant) ainsi que les exclusions prévues à l'article R 211-10 dudit Code (article 9.2 a et 9.3 ci-avant).

Dans les cas précités, la Compagnie conservera la faculté d'exercer, contre l'Assuré responsable, une action de remboursement de toutes les sommes qu'elle aura ainsi payées ou mises en réserve à sa place conformément à l'article R 211-13 du Code des Assurances.

En cas d'insuffisance du montant de la garantie, la part de l'indemnité restant à la charge de l'Assuré pourra être réglée dans les conditions prévues par les articles R 421-4, R 421-5, R 421-6, R 421-11 et R 421-12 du Code des Assurances, l'Assuré demeurant exposé à toutes actions récursoires, tendant au remboursement des sommes ainsi payées.

Si l'indemnité allouée à une victime ou à ses ayants-droit consiste en une rente, et si une acquisition de titre est ordonnée pour sûreté de son paiement, la Compagnie emploie, à la constitution de cette garantie, la partie disponible de la somme assurée. Si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de la Compagnie.

Si aucune garantie spéciale n'est ordonnée par une décision judiciaire, la valeur de la rente en capital sera calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la provision mathématique de cette rente.

OFFRE D'INDEMNITES

Conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 5 juillet 1985, l'Assureur, lorsqu'il invoque une exception de garantie légale ou contractuelle, est tenu de satisfaire aux prescriptions des articles 12 à 20 de cette même loi pour le compte de qui il appartiendra.

b) Dispositions spéciales aux garanties des dommages subis par le véhicule assuré

L'indemnité est déterminée sur la base du montant des dommages, déduction faite :

- du montant des franchises éventuellement indiquées aux Dispositions Particulières
- de la valeur d'épave, lorsque le véhicule - déclaré économiquement irréparable par voie d'expertise est conservé par son propriétaire, sauf en cas de réparation.

Le montant des dommages correspond :

- à la valeur de remplacement à dire d'expert, au jour du sinistre si le véhicule est déclaré économiquement irréparable ou volé et non retrouvé.
- au coût de la réparation ou du remplacement des pièces détériorées ou volées, dans la limite de la valeur de remplacement du véhicule à dire d'expert, s'il s'agit de dommages partiels.

Un abattement pour vétusté peut également être appliqué en ce qui concerne l'indemnisation des batteries, pneumatiques, échappement, radiateur et accessoires non livrés de série par le constructeur. Cette vétusté est déterminée par voie d'expertise.

CAS DES VEHICULES ACQUIS NEUFS

Lorsque le véhicule a été acquis neuf depuis moins de 6 mois, les dommages sont estimés à concurrence de sa valeur d'achat sous réserve que ledit véhicule soit déclaré économiquement irréparable ou en perte totale par l'expert. La valeur d'achat correspond à la somme réellement payée par l'assuré lors de l'acquisition du véhicule assuré. Celui-ci s'engage à fournir à l'assureur l'original de la facture d'achat acquittée de son véhicule.

Sont exclus du champ d'application de cette clause les véhicules pris en location (location longue durée ou location avec Option d'achat) en crédit-bail (leasing) ou qui ne sont pas achetés neufs. Sont exclus du champ d'application de cette clause les véhicules pris en location (location longue durée ou location avec Option d'achat) en crédit-bail (leasing) ou qui ne sont pas achetés neufs.

CAS DES VEHICULES ACQUIS EN CREDIT-BAIL (LEASING) OU PRIS EN LOCATION (L.O.A. OU L.L.D.) :

En cas de perte totale ou de vol du véhicule assuré :

- les dommages sont toujours estimés hors T.V.A. ; l'indemnisation est affectée par priorité au règlement de la créance restant due à l'organisme créancier qui est propriétaire du véhicule ;
- si l'Assuré ne récupère pas la T.V.A. et s'il est redevable à l'égard de l'organisme de crédit-bail d'une somme supérieure à l'indemnité que la Compagnie a payée, celle-ci lui verse une indemnité complémentaire correspondant à la T.V.A., dans la limite de la valeur de remplacement à dire d'expert TTC ;
- si l'Assuré ne récupère pas la T.V.A. et que la créance due à l'organisme financier dans le cadre des garanties accordées par le présent contrat est inférieure à l'indemnité susceptible d'être versée par la Compagnie, celle-ci garantit à l'Assuré le versement du complément d'indemnité augmentée de la T.V.A.

Toutefois, l'indemnisation globale due par la Compagnie tiendra compte des limitations éventuelles de garantie prévues par le présent contrat.

CAS DES BATTERIES DES VEHICULES ELECTRIQUES PRISES EN LOCATION :

En cas de sinistre conduisant à la destruction totale de la batterie ou à sa disparition, l'indemnité sera versée au loueur de la batterie. Cette indemnité sera déterminée dans les limites et conditions de dégressivité prévues par le contrat de location de l'assuré. Cette indemnité ne pourra toutefois excéder la valeur constatée sur le marché à la date du sinistre d'une batterie neuve équivalente.

ARTICLE 25 - PROCEDURE ET EXPERTISE CONTRADICTOIRE

25.1 PROCÉDURE LIÉE À LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ CIVILE

En cas d'action portée devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives et dirigée contre l'Assuré, la Compagnie assure sa défense et dirige le procès.

En cas d'action portée devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, la Compagnie se réserve la faculté de diriger la défense ou de s'y associer.

En ce qui concerne les voies de recours :

■ devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, la Compagnie en a le libre exercice ;

■ devant les juridictions pénales, la Compagnie pourra, avec l'accord de son Assuré et en son nom, exercer toutes voies de recours. Si le litige ne concerne plus que des intérêts civils, le refus par l'Assuré de donner son accord pour l'exercice de la voie de recours envisagée par la Compagnie, autorisera celle-ci à lui réclamer une indemnité proportionnée au préjudice qu'elle a subi.

25.2 EXPERTISE CONTRADICTOIRE LIÉE AUX GARANTIES DES DOMMAGES SUBIS PAR LE VÉHICULE ASSURÉ

En cas de contestation portant sur l'origine des dommages au véhicule ou sur le montant de l'indemnité due, au titre de l'article 5 du présent contrat, chaque partie nomme un expert.

Si les experts ainsi nommés ne peuvent se mettre d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou faute par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination en est faite par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu où le sinistre s'est produit. Cette désignation est faite sur simple requête signée des deux parties ou de l'une d'elles seulement, l'autre ayant été avertie par lettre recommandée.

Chaque partie supporte les honoraires et les frais de nomination de son expert ainsi que la moitié des honoraires et des frais de nomination du tiers expert.

Une fois l'expertise terminée, la récupération du véhicule ou la vente de l'épave est à la charge de l'Assuré.

ARTICLE 26 - DELAIS DE REGLEMENT

Le règlement de l'indemnité intervient dans le délai de **huit jours** à compter de l'accord amiable intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai est porté à **3 mois** en ce qui concerne les sinistres Catastrophes naturelles, à compter de la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

En cas de catastrophe technologique

Nous réglons l'indemnité due dans un délai de trois mois à compter de la dernière des deux dates suivantes

- de la date à laquelle vous nous avez remis l'état estimatif des dommages causés à votre véhicule ;
- ou de la date de publication de la décision administrative constatant l'état de catastrophe technologique.

À défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité, qui vous est due, porte à l'expiration de ce délai, intérêt au taux légal.

Si une prime ou portion de prime échue antérieurement au sinistre est impayée, son montant sera imputé sur l'indemnité due à l'Assuré.

Toutefois, **en cas de vol du véhicule assuré**, le règlement ne pourra être exigé par l'Assuré **qu'après un délai de trente jours à dater du sinistre**, délai au cours duquel la Compagnie s'engage à présenter une offre d'indemnité à l'Assuré qui devra lui communiquer **tous** les éléments nécessaires à la détermination de cette indemnité **conformément à l'article 22 ci-avant**.

Après accord de l'Assuré sur cette offre, le règlement de l'indemnité devra intervenir au plus tard **quarante-cinq jours après la date de la déclaration du sinistre vol du véhicule assuré sous réserve que l'Assuré adresse, à la Compagnie, une attestation de non découverte du véhicule émanant des autorités de police**.

L'Assuré s'engage à reprendre le véhicule volé qui serait retrouvé dans le délai de **trente jours** ci-dessus, la Compagnie étant tenue seulement à concurrence des dommages et des frais garantis. Si le véhicule volé est récupéré ultérieurement, l'Assuré aura, dans les **trente jours** suivant celui où il aura eu connaissance de cette récupération, la faculté d'en reprendre possession moyennant le remboursement de l'indemnité versée par la Compagnie, sous déduction d'une somme correspondant aux dommages et aux frais garantis estimés par expertise à la date de la récupération.

TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 27 - LOI APPLICABLE - TRIBUNAUX COMPETENTS - LANGUE UTILISEE

Les relations précontractuelles et contractuelles sont régies par la loi Française. Toute action judiciaire relative au présent contrat sera de la seule compétence des Tribunaux Français. La langue utilisée dans le cadre des relations contractuelles et précontractuelles est la langue Française.

ARTICLE 28 - PRESCRIPTION

Conformément aux dispositions des articles L 114-1, L 114-2 et L 114-3 du Code des assurances :

Article L 114-1 : Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1. En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2. En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Article L 114-2 : La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L 114-3 : Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Conformément au Code civil, les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont :

- la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait (art 2240)

- la demande en justice, même en référé, et même portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure (art. 2241). Cette interruption vaut jusqu'à l'extinction de l'instance (art 2242) mais est non avenue en cas de désistement du débiteur, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est définitivement rejetée (art 2243),

- une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (art 2244).

ARTICLE 29 - INFORMATION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Identification du responsable de traitement

Cet article a pour objet de vous informer de manière plus détaillée des traitements de données à caractère personnel vous concernant mis en œuvre par les responsables de traitement mentionnés ci-après.

Pour l'ensemble des opérations décrites ci-après, L'Equité est responsable de traitement à l'exception des opérations listées ci-après pour lesquelles elle définit la finalité ;

Le courtier en qualité de délégataire des opérations ci-après est « responsable de traitement » des traitements nécessaires à la souscription, la gestion et l'exécution des contrats.

Liste des opérations déléguées :

- Souscription des contrats;
- Gestion de la vie des contrats;
- Encaissement des primes et reversement à la Compagnie ;
- Recouvrement des primes (amiable et contentieux) ;
- Gestion des sinistres dans la limite des pouvoirs accordés (matériels et corporels);
- Gestion des Réclamations dites de niveau 1;
- Archivage des pièces de souscription et gestion et documents comptables.

Les finalités du traitement et les bases juridiques du traitement

Vous trouverez ci-dessous les bases juridiques correspondant aux finalités de traitement :

| Bases juridiques | Finalités de traitement |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La souscription, la gestion et l'exécution de vos contrats et des mesures pré-contractuelles | <ul style="list-style-type: none"> • Etude de vos besoins spécifiques afin de vous proposer des contrats et services, • Examen, acceptation, contrôle et surveillance du risque, • Réalisation de mesures précontractuelles, d'actes de souscription, de gestion et d'exécution ultérieure du contrat, • Exécution des garanties contractuelles, • Gestion des contrats de la phase précontractuelle jusqu'à la résiliation y compris les opérations liées au versement des primes et de recouvrement, • Exercice des recours et gestion des contentieux, • Gestion des réclamations • Gestion commerciale et statistiques des clients et prospects et notamment le suivi de la relation client, l'élaboration d'études et statistiques et la gestion des avis sur les produits et services. |
| Obligations légales et réglementaires | <ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme, avec la mise en place d'une surveillance des contrats pouvant aboutir à la rédaction d'une déclaration de soupçon ou à une mesure de gel des avoirs, • Respect des obligations légales, réglementaires et administratives. |
| Intérêts légitimes | <ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre la fraude à l'assurance pouvant conduire à une inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude. |
| Consentement préalablement recueilli par le courtier | <ul style="list-style-type: none"> • Celui-ci est demandé lorsqu'il est nécessaire au traitement de vos données : • pour l'envoi d'informations commerciales du courtier et/ou de ses partenaires, • pour le recueil de données visées dans le cadre de l'article 9 du RGPD et pour lesquelles la collecte ne rentrerait pas dans le cadre d'une obligation légale pour l'assureur ou le courtier délégataire ou d'une disposition prévue par le Code des Assurances. |

Informations complémentaires dans le cadre des données personnelles vous concernant et non collectées auprès de vous.

Catégorie de données susceptibles de nous être transmises :

- Etat civil, identité, données d'identification
- Données de localisation
- Informations d'ordre économique et financier
- Numéro d'identification national unique
- Données de santé

Clause spécifique relative à la fraude

Vous êtes également informé que **L'Equité** met en œuvre un dispositif ayant pour finalité la lutte contre la fraude à l'assurance pouvant, notamment, conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, inscription pouvant avoir pour effet un allongement de l'étude de votre dossier, voire la réduction ou le refus du bénéfice d'un droit, d'une prestation, d'un contrat ou service. Dans ce cadre, des données personnelles vous concernant (ou concernant les personnes parties ou intéressées au contrat) peuvent être traitées par toutes personnes habilitées intervenant au sein des services de Generali. Ces données peuvent également être destinées au personnel habilité des organismes directement concernés par une fraude (autres organismes d'assurance ou intermédiaires ; organismes sociaux ou professionnels ; autorités judiciaires, médiateurs, arbitres, auxiliaires de justice, officiers ministériels ; organismes tiers autorisés par une disposition légale et, le cas échéant, les victimes d'actes de fraude ou leurs représentants).

Clause spécifique relative aux obligations réglementaires et à l'intérêt public

Dans le cadre de l'application des dispositions du code monétaire et financier, le recueil d'un certain nombre d'informations à caractère personnel est obligatoire à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. De plus, l'article 43 de la Directive (UE) 2015/849 du 20 mai 2015 modifié par la directive (UE) 2018/843 du 30 mai 2018 prévoit que la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme est également considérée comme une question d'intérêt public au sens du Règlement Européen 2016/679 (RGPD). Dans ce cadre, vous pouvez exercer votre droit d'accès auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

Profilage et prise de décision automatisée

Dans le cadre de la souscription et l'exécution du contrat, les risques à assurer peuvent, à partir d'informations vous concernant ou concernant vos biens, être appréciés et quantifiés suivant des traitements automatisés ou faire intervenir des éléments de profilage vous concernant. De tels traitements peuvent avoir un impact sur la tarification ou l'ajustement des garanties. Vous disposez du droit d'obtenir une intervention humaine de la part du responsable du traitement, d'exprimer votre point de vue et de contester la décision. Vous pouvez exercer ces droits à l'adresse mentionnée dans le paragraphe intitulé «Exercice des droits».

Les destinataires ou les catégories de destinataires

Les données vous concernant pourront être communiquées en tant que de besoin et au regard des finalités mentionnées ci-dessus, aux entités du groupe Generali, ainsi qu'à des partenaires, intermédiaires, réassureurs et assureurs concernés, organismes professionnels, organismes sociaux des personnes impliquées sous-traitants et prestataires, dans la limite nécessaires des tâches leur incombant ou qui leur sont confiées. Par ailleurs, en vue de satisfaire aux obligations légales et réglementaires les responsables de traitement pourront communiquer des données à caractère personnel à des autorités administratives et judiciaires légalement habilitées.

Au titre de la prévention de la lutte anti-blanchiment et du financement du terrorisme, ces données pourront également être partagées entre les entités juridiques du Groupe pouvant se situer au sein et hors de l'Union Européenne, aux fins d'enrichir leurs processus de filtrage locaux et de mettre en oeuvre une approche commune sur la classification des risques clients dans l'ensemble du Groupe.

Localisation des traitements de vos données personnelles

Le groupe Generali France a adopté des normes internes en matière de protection des données et de sécurité informatique afin de garantir la protection et la sécurité de vos données.

Aujourd'hui, les data centers du groupe Generali France sont localisés en France, en Italie et en Allemagne, sur lesquels sont hébergées vos données.

S'agissant des traitements réalisés hors du Groupe Generali France par des partenaires externes, une vigilance toute particulière est apportée quant à la localisation des traitements, leur niveau de sécurisation (opérationnel et technique) et le niveau de protection des données personnelles du pays destinataire, afin de garantir un niveau de protection optimal. Les traitements réalisés aujourd'hui hors de l'Espace Economique Européen concernent des traitements liés à certains types d'actes de gestion, d'envoi ponctuels d'e-mails ou de SMS, la supervision d'infrastructures ou la maintenance de certaines applications.

Ces traitements opérés depuis des pays tiers font l'objet d'un encadrement juridique (Clauses Contractuelles Types, Règles d'entreprise contraignantes).

Ces documents sont disponibles sur demande écrite auprès du Délégué à la Protection des Données du Groupe Generali France, à l'adresse suivante : droitdaces@generali.fr

Les durées de conservation

Vos données personnelles sont susceptibles d'être conservées pendant toute la durée nécessaire à l'exécution du contrat en référence aux délais prescriptions légales. et sous réserve des obligations légales et réglementaires de conservation.

L'exercice des droits

Dans le cadre du traitement que nous effectuons vous disposez dans les conditions prévues par la réglementation :

- **D'un droit d'accès** : Vous disposez du droit de prendre connaissance des données personnelles vous concernant dont nous disposons et demander à ce que l'on vous en communique l'intégralité.
- **D'un droit de rectification** : Vous pouvez demander à corriger vos données personnelles en cas de changement de situation.
- **D'un droit de suppression** : Vous pouvez nous demander la suppression de vos données personnelles notamment lorsque ces dernières ne sont plus nécessaires ou lorsque vous retirez votre consentement au traitement de certaines données sauf s'il existe un autre fondement juridique à ce traitement.
- **Du droit de définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles en cas de décès.**
- **D'un droit à la limitation du traitement** : Vous avez la possibilité de demander de geler l'utilisation de vos données. Dans le cas où vous contesteriez l'exactitude de vos données ou vous vous opposeriez à leur traitement, nous procéderons durant la période de gel à l'examen de votre demande : vos données seront alors conservées mais non utilisées.
- **D'un droit à la portabilité des données** : Vous pouvez récupérer dans un format structuré les données que vous nous avez fournies lorsque ces dernières sont nécessaires au contrat ou lorsque vous avez consenti à l'utilisation de ces données. Ces données peuvent être transmises directement au responsable du traitement de votre choix lorsque cela est techniquement possible.
- **Droit de retrait** : Vous avez le droit de retirer le consentement donné pour un traitement fondé sur cette base. Ce retrait vaut pour l'avenir et ne remet pas en cause la licéité des traitements déjà effectués. Il est susceptible de rendre l'exécution du contrat impossible sans être pour autant une cause de résiliation reconnue par le droit des assurances.

Cependant, le retrait de données nécessaires à l'exécution du contrat est susceptible de rendre impossible son exécution. Dans une telle hypothèse, cette impossibilité d'exécution peut être une cause de déchéance de garantie.

- **Droit d'opposition** : Vous pouvez vous opposer au traitement de vos données personnelles notamment concernant la prospection commerciale.

Vous pouvez exercer vos droits sur simple demande en justifiant de votre identité à l'adresse suivante : Service Conformité - 33735 Bordeaux CEDEX 9. Ces droits peuvent être également exercés aux adresses suivantes sur simple demande en justifiant de votre identité : droitdaces@generali.fr ou à l'adresse postale suivante Generali - Conformité - TSA 70100 75309 Paris Cedex 09.

Droit d'introduire une réclamation

Par ailleurs, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715-75334 PARIS CEDEX 07.

Coordonnées du Délégué à la Protection des Données Personnelles

Pour toute demande, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données

- Pour le courtier, à l'adresse Délégué à la Protection des Données - Service Conformité - 33735 Bordeaux CEDEX 9.
- Pour L'Equité, à l'adresse Generali - Conformité - Délégué à la protection des données personnelles - TSA 70100 75309 Paris Cedex 09 ou à l'adresse électronique : droitdaces@generali.fr.

ARTICLE 30 - EXAMEN DES RECLAMATIONS ET PROCEDURE DE MEDIATION

32.1 EXAMEN DES RECLAMATIONS

Adressez-vous en priorité à votre interlocuteur habituel. Nous nous engageons à traiter votre réclamation dans les meilleurs délais et le plus objectivement possible.

En cas de désaccord, ou de non réponse, suite à votre première demande, vous pouvez adresser une réclamation en reproduisant les références du dossier, par courrier exclusivement accompagné de la copie des pièces se rapportant à votre dossier, en exposant précisément vos attentes au service ci-après :

L'Équité - Cellule Qualité - 75433 Paris Cedex 09

Nous accuserons réception de votre demande dans les 10 jours de sa réception et vous préciserons le délai prévisible de traitement de celle-ci.

En cas de souscription de votre contrat d'assurance en ligne, vous avez la possibilité en qualité de consommateur, de recourir à la plateforme de Règlement en Ligne des Litiges (RLL) de la Commission Européenne en utilisant le lien suivant : <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>

La procédure ci-dessus ne s'applique pas si une juridiction a été saisie du litige que ce soit par vous ou par nous.

32.2 PROCEDURE DE MEDIATION

En qualité de membre de la Fédération Française de l'Assurance, le Groupe Generali France applique la Charte de la Médiation mise en place au sein de cette Fédération. Si un litige persiste entre nous après examen de votre demande par notre service réclamations, vous pouvez saisir le Médiateur de la FFA :

- Soit en écrivant à : La Médiation de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 Paris Cedex
- Soit en déposant une demande en ligne à l'adresse : <https://www.mediation-assurance.org/Saisir+le+mediateur>.

Nous vous précisons cependant que le Médiateur ne peut être saisi qu'après que le Service Réclamations ait été saisi de votre demande et y ait apporté une réponse. La saisine du médiateur n'est possible que dans la mesure où votre demande n'a pas été soumise à une juridiction.

ARTICLE 31 - AUTORITE DE CONTROLE

L'autorité chargée du contrôle des entreprises d'assurances qui accordent les garanties prévues par le présent contrat est : l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - 4, Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

ARTICLE 32 - AGIRA

Information des assurés

Les assurés - souscripteurs et conducteurs désignés au contrat - doivent être informés de leur inscription au fichier par leur assureur au moment de la souscription du contrat et lors de la résiliation.

Les assurés ont un droit d'accès au fichier pour vérifier les informations les concernant.

La demande est à adresser par courrier à : AGIRA - 1 rue Jules Lefebvre - 75009 PARIS Elle doit comporter les noms, prénoms, date de naissance.

En cas d'information erronée, la rectification est alors à demander auprès de l'assureur qui a communiqué cette information à l'AGIRA de manière à ce qu'il procède sans délai à la rectification auprès du fichier.

ARTICLE 33 - INTEGRALITE DU CONTRAT

Le fait de vous prévaloir du présent contrat, notamment en effectuant des déclarations relatives au risque assuré, en déclarant un sinistre ou en fournissant à une autre personne les références du contrat pour justifier d'une assurance, vaut acceptation irrévocable de l'ensemble des stipulations de celui-ci qui constituent un tout indivisible.

ARTICLE 34 - OPPOSITION AU DEMARCHAGE TELEPHONIQUE

Les consommateurs qui ne souhaitent pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique par un professionnel avec lequel ils n'ont pas de relations contractuelles préexistantes, peuvent s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique sur le site internet www.bloctel.gouv.fr ou par courrier auprès de : OPPOSETEL - Service Bloctel - 6, rue Nicolas Siret - 10000 Troyes.

TITRE VIII - INDIVIDUELLE PILOTE (INDIVIDUELLE ACCIDENT) (RISQUE J)

La garantie INDIVIDUELLE PILOTE (INDIVIDUELLE ACCIDENT) n'est acquise que s'il en est fait mention aux Dispositions Particulières.

1) DÉFINITION

On entend par Assuré : la ou les personnes désignées aux Dispositions Particulières ainsi que tout conducteur autorisé par le souscripteur du contrat à conduire le véhicule assuré et titulaire du permis en rapport avec le véhicule assuré.

2) OBJET DE L'ASSURANCE

La compagnie garantit l'Assuré contre les accidents corporels impliquant le véhicule assuré.

On entend par «accident corporel» toute atteinte à l'intégrité physique de l'Assuré à l'occasion d'un accident de la circulation, d'un incendie ou d'une explosion.

3) GARANTIES

Décès : En cas de décès de l'Assuré causé par un accident garanti, survenant dans un délai de deux ans, un capital sera versé au conjoint (non séparé de corps ou divorcé) ou concubin (justifiant d'une vie commune notoire), et aux enfants à charge fiscalement, dans les limites de garanties mentionnées aux Dispositions Particulières. Les frais d'obsèques seront également pris en charge s'il en est fait mention aux Dispositions Particulières et dans la limite du plafond de garanties indiqué aux Dispositions Particulières.

Déficit fonctionnel Permanent (Incapacité Permanente) : Seul est indemnisé le déficit fonctionnel permanent (incapacité permanente) d'un taux supérieur à celui mentionné aux Dispositions Particulières. Le présent taux est déterminé par référence au barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun en vigueur au jour de l'expertise. L'indemnité est calculée de façon proportionnelle au taux de déficit fonctionnel (incapacité) sur la base du plafond indiqué aux Dispositions Particulières.

Si à la suite de cet accident l'assuré, dont le taux de déficit fonctionnel permanent (incapacité permanente) est supérieur à celui figurant aux Dispositions Particulières, conserve à sa charge, après remboursement des organismes sociaux, une somme correspondant à des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et de rééducation y compris le forfait journalier, nous les prendrons en charge dans la limite du plafond indiqué aux Dispositions Particulières.

L'indemnité : Le montant de l'indemnisation est déterminé dans la limite des montants indiqués aux Dispositions Particulières.

Pour l'évaluation du préjudice corporel - et toutes les fois que nous le jugerons utile - nous nous réservons le droit de faire examiner l'Assuré par un médecin de notre choix. En cas de désaccord de l'Assuré, chacune des parties désigne un expert.

Si les experts ainsi nommés ne peuvent se mettre d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun, à la majorité des voix. En cas de désaccord persistant, un expert judiciaire sera nommé à la requête de la partie la plus diligente par le président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré.

Chaque partie conservera à sa charge les honoraires et frais relatifs à l'intervention de l'expert qu'elle aura désigné, ceux nécessités par l'intervention éventuelle d'un troisième expert étant partagés par moitié entre les deux parties.

Si le conducteur décède après avoir reçu une indemnité due à un titre quelconque, le montant de cette indemnité sera déduit de l'indemnité garantie au titre du décès.

La Compagnie garantit les préjudices mentionnés ci-dessus déduction faite des sommes allouées à l'assuré au titre de l'accident par :

- la Sécurité Sociale, les organismes assimilés et l'employeur au titre de la prévoyance obligatoire ou conventionnelle ;
- les tiers responsables ou leur assureur ;
- le fonds de garantie français ou étranger.

L'indemnité versée constitue :

- si l'assuré est totalement responsable de l'accident, une indemnité contractuelle versée à la clôture du dossier ;
- si l'assuré n'a aucune responsabilité dans l'accident, une avance sur indemnité définitive, que la Compagnie récupérera auprès de toute personne tenue à réparation ou auprès de son assureur ;
- si l'assuré est partiellement responsable de l'accident :
 - une indemnité contractuelle versée à la clôture du dossier, dans la proportion du taux de responsabilité mis à la charge de l'Assuré.
 - pour le reste, une avance sur indemnité définitive, que la Compagnie récupérera auprès de toute personne tenue à réparation ou auprès de son assureur.

4) EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues aux articles 9 et 10, ne sont pas couverts, les accidents :

- **provoqués par l'Assuré intentionnellement ou à son instigation, par son suicide ou sa tentative de suicide ;**
- **dont l'origine est une crise cardiaque ou d'épilepsie ;**
- **aggravés par le non respect des conditions de sécurité exigées par le code de la route.**

5) FORMALITÉS À REMPLIR EN CAS DE SINISTRE

L'Assuré doit déclarer tout sinistre à son Conseil en Assurances dans un délai maximum de vingt jours.

La déclaration du sinistre doit être accompagnée ou suivie dans les plus brefs délais, d'un certificat du médecin appelé à donner les premiers soins, décrivant les lésions ou blessures et indiquant les conséquences probables. Ultérieurement, l'Assuré ou toute personne agissant en son nom, doit communiquer tous documents nécessaires à l'estimation de l'état de la victime et ce, pendant toute la durée du traitement médical, jusqu'à guérison ou jusqu'à consolidation si l'accident entraîne un déficit fonctionnel permanent (incapacité permanente). Lorsque le sinistre a entraîné le décès de l'Assuré, il incombe au bénéficiaire de l'assurance **dès qu'il a connaissance de ce sinistre, d'en faire la déclaration dans les délais et formes prévues et d'une façon générale de se soumettre aux différentes obligations ci-dessus, sous peine, sauf cas fortuit ou de force majeure, de se voir réclamer par la Compagnie une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer.**

Les victimes devront avoir immédiatement recours à des soins médicaux et faire leur possible pour leur rétablissement ; les médecins de la Compagnie devront avoir libre accès auprès d'elles et tout refus non justifié de se conformer à cette disposition, malgré une mise en demeure adressée par la Compagnie par lettre recommandée, entraînera, de plein droit, la déchéance de tout droit à l'indemnité pour le sinistre en cause. L'emploi intentionnel de moyens frauduleux ou de documents que le déclarant sait inexacts, toute réticence dans la déclaration d'un accident tendant à en exagérer ou dénaturer les suites, déguiser les causes ou prolonger les conséquences, entraînent, de plein droit, la déchéance de tout droit à indemnité pour ledit accident.

Toutes les fois que les conséquences d'un accident seront aggravées par l'action d'une maladie, d'un état constitutionnel, d'une infirmité ou par l'existence d'une mutilation antérieure, par le manque de soins, imputable à une négligence de la victime ou par un traitement empirique, l'indemnité sera calculée, non pas sur les suites effectives de l'accident mais sur celles qu'il aurait eues sur un sujet se trouvant dans des conditions physiques normales et qui se serait soumis à un traitement médical rationnel. Sous cette réserve, la lésion des membres ou organes déjà infirmes ne sera indemnisée que pour la différence entre les états avant et après l'accident. Le paiement des indemnités, dues par la Compagnie est toujours subordonné à la production, au frais de l'Assuré, des pièces et documents prouvant le droit à l'indemnité.

6) RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS

Le règlement de l'indemnité sera effectué dans le délai de 8 jours à compter de la date de l'accord des parties ou de la décision judiciaire exécutoire.

En aucun cas, la Compagnie ne peut être tenue de prendre en charge les suites d'un sinistre déjà réglé sur les bases de la présente clause et pour lequel une quittance régulière aura été donnée ; cependant, en cas de décès consécutif à un accident ayant donné lieu au paiement d'une première indemnité, la Compagnie versera le complément éventuellement dû pour parfaire la somme assurée pour le cas de décès.

TITRE IX - OPTION PLUS (ACCESS PACK / PACK PREMIUM) (RISQUE K)

La garantie OPTION PLUS (ACCESS PACK / PACK PREMIUM) n'est acquise que s'il en est fait mention aux Dispositions Particulières.

OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE

L'OPTION PLUS (ACCESS PACK / PACK PREMIUM) permet à l'assuré de bénéficier :

1)- de l'extension de la garantie vol/incendie (sous réserve que ces garanties aient été souscrites) aux accessoires montés hors-série sur le véhicule assuré et ayant fait l'objet d'une facturation spécifique à concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières,

- de l'extension des garanties "dommages collision et dommages accident" (sous réserve que ces garanties aient été souscrites) aux accessoires montés hors-série sur le véhicule assuré et ayant fait l'objet d'une facturation spécifique et/ou à l'équipement vestimentaire de protection du motard à concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières. De plus, l'Assuré bénéficie du remboursement du casque, à concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières, en extension des garanties dommages collision ou dommages accident.

La définition des accessoires montés hors-série figure à l'article 3 des présentes Dispositions Générales.

DEFINITION DE L'EQUIPEMENT VESTIMENTAIRE DE PROTECTION DU MOTARD

L'équipement se compose des effets vestimentaires spécialement conçus pour la pratique de la moto (bottes, combinaison, pantalon, blouson, gants, gilet airbag, dorsales,...).

INDEMNISATION DU CASQUE ET DE L'EQUIPEMENT VESTIMENTAIRE DE PROTECTION DU MOTARD

Sur présentation du casque et/ou des effets vestimentaires et des factures d'achats originales et nominatives, le remboursement de l'équipement sera effectué à dire d'expert et, à défaut, selon le barème de vétusté suivant :

| | Moins de 6 mois | de 6 mois à 1 an | de 1 an à 2 ans | de 2 ans à 3 ans | de 3 ans à 4 ans | de 4 ans à 5 ans | Au-delà de 5 ans |
|-----------------|-----------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Taux de vétusté | 0 % | 10 % | 20 % | 30 % | 40 % | 50 % | 60 % |

Aucune franchise ne sera appliquée au titre de cette garantie.

A défaut de la fourniture des factures d'achats originales et nominatives, aucun remboursement ne sera effectué.

2) de l'extension de la valeur à neuf jusqu'à 18 mois.

La définition de la valeur à neuf figure à l'article 3 des présentes Dispositions Générales.

EXCLUSIONS

Outre les exclusions prévues à l'article 9, sont exclu(e)s :

Concernant les accessoires montés hors-série

- les accessoires améliorant les performances du véhicule,
- les accessoires installés dans un but professionnel,
- les accessoires modifiant les caractéristiques du Certificat de Conformité et/ou d'homologation du véhicule,
- les pièces moteur, le système de distribution et de transmission, la ligne d'échappement et le silencieux non homologués, la partie cycle du véhicule et le système de freinage,
- le vol des accessoires seuls, sans vol du véhicule,
- les dommages aux accessoires seuls, sans dommage au véhicule.

Concernant l'équipement vestimentaire de protection du motard

- les effets vestimentaires non conçus pour la pratique de la moto (vêtements usuels),
- le vol et incendie de l'équipement,
- les dommages non consécutifs à un accident de la circulation.

Generali Bike

Generali Bike

2-8 rue Luigi Cherubini - 93200 Saint-Denis - SIRET : 572 084 697 00075 - est une marque du groupe Generali succédant à Generali Belgium (France) et établissement secondaire de l'Équité, Société anonyme au capital de 26 469 320 euros - Siège social : 2 rue Pillet-Will 75009 Paris - Entreprise régie par le Code des assurances - B 572 084 697 RCS Paris - Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026